

la cause marxiste

PUBLICATION CENTRALE DU
GROUPE POUR LA FONDATION DE L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE
MARXISTE-LENINISTE
(U. C. F. M. L.)

1

* EDITORIAL: Pourquoi cette nouvelle publication ?	.....	p 1
* LA FIN DU MOUVEMENT OUVRIER (contribution à la politique des noyaux aujourd'hui)	.....	p 2
* LES COMITES POPULAIRES ANTI-CAPITALISTES DANS LE MOMENT ACTUEL	.....	p 9
* POUR CLARIFIER LE DEBAT SUR LES PERMANENCES ANTI-EXPULSION	.....	p 11
* LE MARXISME-LENINISME A L'EPREUVE DE LA POLOGNE	.....	p 14
* LA CRISE DU MARXISME-LENINISME ET LE POST-LENINISME	.....	p 19
* «IL N'Y A PAS DE RAPPORTS DE CLASSE» par A. Badiou	.....	p 26

EDITORIAL

- Pourquoi cette nouvelle publication ?

- Parce qu'il n'y en a plus d'ancienne. «Le Marxiste-Léniniste» a cessé sa publication depuis Juillet 1981. En Octobre de la même année, un nouveau journal est sorti: «Le Perroquet». C'est un journal d'opinion, et comme vous le savez, d'une opinion qui n'existe pas. «La cause marxiste» que nous allons faire n'est pas un journal d'opinion, mais il va essayer de parler de la politique et des processus du parti d'un point de vue d'opinion.

A la différence du Perroquet, nous ne partons pas de quelque chose qui n'existe pas. Nous partons d'un acte en œuvre, depuis plus de dix ans, l'U.C.F.M.L., et le journal cherchera à montrer que cet acte est à la fois en œuvre et en cause. Et comment pour nous, être en œuvre, c'est aussi positivement être en cause, sur ce sur quoi nous intervenons, ce que nous voulons, faisons, comprenons. Être en cause au sens où ce qui se donne et se forme, au travers de ce que nous savons des gens et de leur conscience, la politique, l'esprit de parti, celui de l'avant-garde, est aussi pour nous une mise en cause. Nous avons su, peut-être, maintenir cette mise en cause à partir du réel sans que cela pour autant bascule notre projet. Nous travaillons dans la crise positivement.

- Pourquoi changez-vous de titre ?

- Qu'est-ce qu'un titre ? Une marque, un signe ? Pour un journal révolutionnaire, c'est toujours une approximation et une image. Lénine le disait aussi du nom des organisations. «Le Marxiste-Léniniste» a été le journal d'une autre politique que celle dite marxiste-léniniste. Le journal de la politique des noyaux ouvriers et des Comités Populaires Anti-Capitalistes (C.P.A.C.), de l'idée du parti de type nouveau, du maoïsme. Il n'était Marxiste-Léniniste que dans le titre, pour le reste, il était en travail sur la politique aujourd'hui, sur le marxisme, sur le léninisme, sur le maoïsme. Le titre n'était pas l'emblème de son contenu. Et aujourd'hui, alors que se conjuguent notre propre expérience, une interrogation renouvelée mais toujours essentielle sur la Révolution Culturelle, et la contemporanéité de la situation polonaise, il faut mettre à jour le titre, ou peut-être plus simplement marquer la distance.

- Le titre «Le Marxiste-Léniniste» pouvait faire penser à une doctrine.

- Mais il était déjà une actualisation. Il y a eu un moment singulier où être marxiste-léniniste a désigné autre chose que le Marxisme-Léninisme. Être un «m-l» avait pour aspect principal une conception immédiate et militante de la politique, en réaction contre ceux qui prétendaient être les héritiers de la 3ème Internationale. On parlait moins de Marxisme-Léninisme que des marxistes-léninistes, moins de la doctrine que de ses militants. Notre journal ne s'appelait pas «Le Marxisme-Léninisme», mais le marxiste-léniniste.

Nous sommes de ceux qui sont nés dans la mouvance de Mai 68 et de la Révolution Culturelle. Notre attachement initial au marxisme-léninisme est plus un effet sur nous du petit livre rouge de Mao-Tsé-Toung que d'un lien à la 3ème

Internationale. En fait, c'était la catégorie de l'anti-révisionnisme, de la lutte contre le P.C.F. et les syndicats, d'une nouvelle vision de la politique. Cet anti-révisionnisme était conçu, non pas, comme au début des années 60, comme une restauration doctrinale, mais, comme à la fin de ces années, dans l'idée qu'une autre conception de la politique était possible et nécessaire.

En ce sens, il y a malgré tout une continuité entre nos deux titres.

- «La cause marxiste»: êtes-vous simplement marxistes ? Revenez-vous à l'antiquité ? Prenez-vous acte de la crise du marxisme ?

- L'antiquité ! Plutôt les temps modernes, c'est-à-dire l'époque prolétaire et bourgeoise du monde. Le marxisme est moderne, délibérément, à chacun de l'assumer. Le marxisme est moderne parce qu'il est une pensée matérialiste du contemporain, au sens où celui-ci n'est pas répétition, mais tension, et donc aussi affrontement, entre l'ancien et le nouveau. Le marxisme est l'hypothèse, non pas au sens d'une hésitation, mais au sens d'un projet, que le communisme est le principe de réalité et de sens du nouveau par rapport à l'ancien. L'ancien, c'est-à-dire tout ce qui, fût-ce de façon modernisée, ou ravalée, fait philosophie de l'histoire de l'oppression, de la domination, de l'asservissement, de l'exploitation et de l'injustice.

- «La cause marxiste» est-il un «organisateur collectif», comme dit Lénine ?

- C'est un journal d'organisation, celui de l'U.C.F.M.L. C'est le journal de la politique des noyaux et des C.P.A.Cs. C'est le journal aussi de l'organisation qui soutient le développement des Permanences Anti-Expulsion.

«La cause marxiste» voudrait faire des débats, des confrontations, à propos de la politique dans les usines, dans les quartiers, et partout ailleurs. Nous parlerons de tout cela du point de vue de l'U.C.F. Nous voudrions faire passer que l'U.C.F. n'est pas le lieu d'où ce qui sera dit doit l'être, mais qu'elle en est à la fois l'agent et l'interlocuteur. Nous parlerons depuis notre travail pratique et notre réalité organisationnelle.

- Pour résumer ce qu'on trouvera dans «La cause marxiste» ?

- Tout ce qui nous paraît important, avoir sens et vie, en ce qui concerne la réalité des processus politiques, c'est-à-dire à la fois leur relative diversité, qui est un de leurs modes d'existence, et leur unité. Nous essaierons tout particulièrement de donner témoignages, enquêtes et analyses sur ce que nous pensons être le passage de la diversité à l'unité, dans l'idée que nous nous faisons de la politique marxiste aujourd'hui.

Ce premier numéro est plutôt du côté des orientations. C'est par cela que nous pensons devoir ouvrir cette nouvelle série de publications.

La fin du mouvement ouvrier

(CONTRIBUTION A LA POLITIQUE DES NOYAUX AUJOURD'HUI)

C'est la crise, et les usines sont en crise, on peut dire même, un concentré de la crise. Crise économique, avec les licenciements, les restructurations et les transformations qu'elles entraînent dans la composition même de la classe ouvrière: on a vu réapparaître toutes sortes d'ouvriers précaires, intérimaires, gens sous contrat, avec des échelons dans la précarité, les sans-papiers n'étant que les derniers de tous - ouvriers qui ne sont que des ouvriers, sans droits, sans garantie, sans rapport propre à une boîte, face aux autres, qui tenteraient de préserver tout cela. Mais l'aspect principal de la crise est politique et idéologique. La crise politique au sein des ouvriers est ce qui concentre les différents aspects de la crise: sa compréhension est ce qui commande la possibilité de voir quoi que ce soit dans les usines aujourd'hui, d'entendre quelque chose dans leur «silence», et la possibilité même de l'action.

Nous caractériserons cette crise ainsi: quelque chose est en train de mourir, qui structurait depuis des dizaines et des dizaines d'années - au moins depuis 1936 - la conscience ouvrière, et le rapport du reste de la société aux usines, que nous appelons le «mouvement ouvrier». La crise actuelle, marquant sa fin, permet de comprendre ce qu'était le mouvement ouvrier.

La fin du mouvement ouvrier n'est pas une mince affaire. Les usines aujourd'hui sont un espace dévasté. Faut-il attendre que quelque chose repousse de soi-même? Ce serait espérer dans les formes anciennes, et donc s'interdire de voir le nouveau, en guettant la réapparition du même. Or le nouveau existe, et ça n'est pas non plus une mince affaire.

- 1 -

DE MAI 1968 COMME ORIGINE DIVISEE, PRODUISANT UN EQUILIBRE DETRUIT PAR LA CRISE, A LONGWY EN 1978 ET MITTERRAND EN 1980. L'HISTOIRE QUI N'EN FINIT PAS DU MOUVEMENT OUVRIER.

- A) 1968-1975:

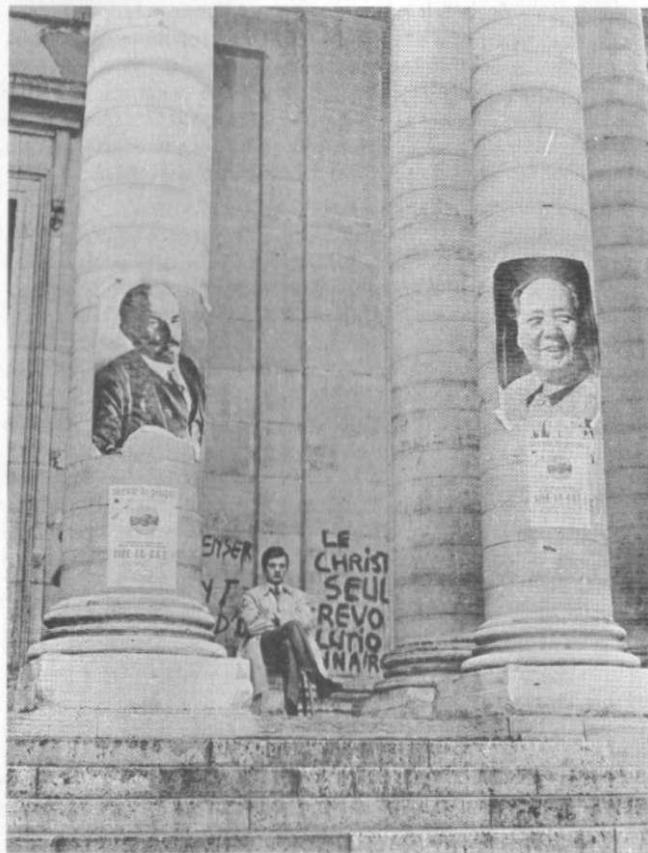
Mai 68 dans les usines, quant à ses effets pratiques et quant aux références charriées par le mouvement, a un sens et une portée qui se divisent.

D'un côté, c'est l'émergence pratique de quelque chose de nouveau: la rupture avec les syndicats, les cartes déchirées par centaines, l'apparition d'une opposition au PCF - et aussi, dans les usines et hors des usines, l'idée de la révolution et du rôle politique révolutionnaire potentiel de la classe ouvrière - tout cela fonde la possibilité d'un point de vue de classe, de l'existence d'un point de vue de classe prolétaire en France.

D'un autre côté, Mai 68 remet en selle des références anciennes. Car Mai 68 représente aussi un retour. Après les années gaulliennes, où on jasait sur la fin de la classe ouvrière, sur son dépérissement qualitatif et quantitatif, la transformation du travail et les syndicats à l'allemande, c'est, pense-t-on, le retour en force du mouvement ouvrier, venant balayer tout cela. Il n'est pas étonnant qu'on réutilise, qu'on se réapproprie les images anciennes, les images ouvrières nationales, un moment menacées - cela comprend la renaissance du syndicalisme, comme forme «naturelle» d'organisation. Rappelons-nous l'U.J.C.M.L., en 67 et 68, et son mot d'ordre: «vive la C.G.T. de lutte de classes», faisant référence à 36, aux années 20. Et après mai 68, la Gauche Prolétaire qui rompt avec le syndicalisme, prenant acte du nouveau, mais pour lancer le mot d'ordre des comités de lutte d'ateliers apolitiques, eux aussi figures d'un imaginaire retour aux sources: pas de hiatus entre cela et le qualificatif d'«enfant du pays» appliqué à l'«ouvrier» que la G.P. promettait alors dans ses meetings, et qui à l'époque nous faisait rire.

La mort de Pierre Overney en 72 marque une date importante, en ce que comme dans un tourniquet, elle met à nu cette contradiction de Mai 68. D'abord la G.P. cherche à tendre les nouveaux antagonismes portés par Mai, croyant dans cette entreprise pouvoir s'appuyer sur des arrières de mouvement ouvrier plus symboliques que réels. Puis, à l'enterrement de Pierre Overney, des milliers de gens dans la rue se réclamant d'une classe ouvrière absente - où il apparaît que la question de la «direction ouvrière» est une question que Mai 68 fait émerger en creux, que de ce point de vue, on est au début d'une longue marche.

La G.P. ne s'en sortira pas, et tout cela aboutit finalement à une nouvelle jeunesse et à un gonflement numérique



En Mai 1968: Lénine et Mao encore dans l'ombre du mouvement ouvrier supposé (la «CGT de lutte de classes»).

de la C.F.D.T., qui hérite unilatéralement de cette figure du retour - et de cela seul.

Ainsi l'anarcho-syndicalisme que nous avons combattu dans les usines pendant les années 70 au nom du nouveau, est lui même, dans son retour, un effet de Mai 68.

Nous avons analysé le Programme Commun comme la réponse bourgeoise à Mai 68: la tentative de détourner cette résurrection, fût-elle au niveau des références et des

symboles, du mouvement ouvrier, au profit d'une caricature, au niveau des partis, du Front Populaire - au profit réel de la nouvelle bourgeoisie du PCF et de son système, le capitalisme d'Etat. Il faut y ajouter la réponse bourgeoise proprement dite, qui a consisté à couper les ouvriers français de la tradition ouvrière exhumée en 68, en accélérant le processus de leur insertion dans le système d'encadrement impérialiste.

Dans le film sur la grève de 68 à Flins, on voit quantité d'ouvriers français sur les chaînes. Quelques années plus tard, tous sont immigrés. La politique massive d'immigration du début des années 70, qui a pour corollaire le fait qu'on place systématiquement tout jeune français, dans les quelques mois qui suivent son arrivée à l'usine, à un poste de professionnel, ou plutôt d'encadrement, est une preuve s'il en fallait de la réalité du phénomène de 68 et de la peur qu'a la bourgeoisie des emblèmes, voire des fantômes, de la classe ouvrière.

Quant au nouveau issu de Mai 68, il se développe dans les années suivantes à l'abri de cette idée de la renaissance du mouvement ouvrier. Il y a à partir de 68 un mouvement d'émergence d'un point de vue de classe, d'une critique de la conception capitaliste du travail, libéré par la révolte anti-syndicale de Mai. Paradoxalement, ce mouvement se développe dans un certain compromis avec le syndicalisme, justement parce qu'il se développe à l'abri de l'idée de l'existence d'un mouvement ouvrier, lequel se trouve être coiffé par les syndicats. Avec le recul, on pourrait dire que cela permettait une médiation entre ce que signifiait potentiellement cette émergence, et la conscience nette de la réalité DE LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALISTE. Cela permettait une certaine insertion dans cette société, cela faisait tampon, de telle sorte que le nouveau ne soit pas écrasé dans l'œuf par la vision qu'il aurait eu de ce à quoi son existence le conduirait à s'affronter. Cela a donné, si la fusion entre les deux aspects prédominait, les grandes grèves à direction C.F.D.T. - c'est la forme qu'a pris en particulier l'émergence du point de vue des femmes OS: grèves de Fougères, etc... Soit, pratiqué dans la division, les grandes grèves d'OS immigrés, à partir de 73 - par exemple, la grève de Chausson en 75 où coexistent un comité de grève élu par les ateliers d'OS et la CGT, les deux s'accommodant et se surveillant mutuellement. L'entrée dans la lutte de classe en France des ouvriers immigrés est doublement le résultat de mai 68.

C'est d'une part, comme on l'a vu, le résultat de la politique de la bourgeoisie qui met en masse les ouvriers immigrés sur les chaînes. Mais d'autre part, c'est parce qu'il y a eu mai 68 et la possibilité que cela donne aux ouvriers immigrés de s'inscrire dans le mouvement ouvrier en France, que cette arrivée massive des OS immigrés peut produire la grève de Pennaroya, le mot d'ordre P1f pour tous à Renault en 73, etc... A preuve le fait qu'on n'a rien vu de tel dans les usines allemandes ou hollandaises.

Pendant toutes ces années, nous avons soutenu l'émergence de ce nouveau point de vue de classe: en soutenant l'idée et la pratique de l'autonomie par rapport aux syndicats, même sur des questions limitées au départ - puis en systématisant et popularisant les nouveaux mots d'ordre de classe, comme «à travail égal salaire égal», en produisant le concept de prolétariat international de France - puis en élaborant la ligne d'édification des noyaux ouvriers dans les usines, comme forme pratique de «remettre la question du Parti aux mains de la classe ouvrière», comme ce qui matérialise complètement la voie du nouveau.

Et ce faisant, nous étions bien les seuls dans le mouvement issu de Mai qui suivions la voie du nouveau - face à la GP qui devant l'ampleur de la tâche a renoncé - face à tous les autres qui n'y ont vu que l'occasion que leurs fournissaient les masses de se retrouver un coin douillet à la C.F.D.T., avec un petit air de neuf à leur casquette syndicale.

Nous-mêmes agissions avec l'idée que nous étions ce faisant la pointe avancée d'un grand mouvement: nous partageons la référence issue de Mai 68 au mouvement ouvrier.

Mais notre particularité était que nous appelions à le dépasser, à se défaire de ses conceptions et de ses formes d'organisation. Cela faisait sans doute notre faiblesse, car nous étions peut-être là en contradiction avec les ouvriers les plus engagés dans le nouveau, qui pratiquaient la nécessité d'un compromis: mais cela faisait aussi notre force pour l'avenir. A aucun moment, nous n'avons pensé avoir besoin d'une telle couverture. Tout commencer en partant de rien ne nous effrayait pas.

- B) 1975 à aujourd'hui:

Ce qui vient briser cet équilibre issu de mai n'est pas le produit du développement de la contradiction entre la nouvelle conscience de classe et la référence ancienne au mouvement ouvrier. C'est quelque chose d'extérieur, c'est la crise, dont les premiers effets se font sentir à partir de 75. Il est d'ailleurs remarquable que les premiers noyaux ouvriers de l'U.C.F.M.L. se forment en 75: ils sont à la fois le résultat du processus, de la conscience nouvelle qu'on entre avec la crise dans une autre étape où la question - telle qu'on la formule à l'époque - est: vouloir sauver le capitalisme ou le combattre, et où l'horizon est celui de la guerre impérialiste. Il est probable qu'il fallait ces deux éléments pour que des noyaux se constituent alors.

A partir de 1975, il y a les premiers licenciements et le développement à grande échelle de l'intérim. Face aux deux phénomènes, on se trouve démuné: un an après la grande grève des Câbles de Lyon de Clichy, mutations individuelles et licenciements pleuvent sans qu'aucun ne lève le petit doigt pour défendre son voisin, et l'usine est bientôt liquidée. Pourquoi? Nous-mêmes sommes sans réponse à cette question, même si nous élaborons alors les premières chartes de comportement, qui sont censées donner des directives appropriées aux situations nouvelles, mais qui s'avèrent ne fonctionner que comme pure pétition de principe de notre part, sans aucun effet sur la situation réelle.

Apparaît aussi une nouvelle forme de rupture d'avec les syndicats, bien différente de celle de Mai 68. On en voit un exemple dans la grève de la General Motors en 76, où une fraction des ouvriers, dans la ligne de 68, font la grève avec leurs propres aspirations et mots d'ordre tout en critiquant la direction CGT qui parle d'autre chose - figure connue - cependant que les autres ouvriers refusent carrément cette grève, qui n'a aucun sens pour eux. Il en résulte une profonde division dans l'usine, d'autant plus profonde que chaque partie a conscience de n'avoir ni raison ni tort - de fait, il s'agit d'une sensibilité différente aux changements des temps.

Tout cela est plus ou moins couvert, pour nous comme pour les masses, jusqu'aux législatives de 78, par l'existence du Programme Commun. Les syndicats s'en servent pour masquer leur incapacité face aux questions nouvelles; les masses pour éluder le problème en changeant de terrain, même si c'est sans trop y croire; nous aussi, en le combattant - et aussi en jetant les bases de principe d'une attitude différente, permettant peut-être plus tard d'affronter la situation de crise (avec l'idée du camp du peuple, des règles de comportement, etc...).

La rupture PC-PS, marquant que le Programme Commun n'était qu'une illusion laisse un vide. A quoi répond la tentative courageuse de Longwy, qui marque la vraie rupture - et le début d'une période de «vérité», fut-elle la vérité de la crise, pour les masses ouvrières.

La lutte de Longwy est la tentative, face à la crise, face aux licenciements en masse, de convoquer, de dresser le mouvement ouvrier - et celui-ci répond présent. Tout y est, de l'affrontement à la constitution autour des grévistes d'un véritable camp populaire. L'acharnement, malgré l'attitude décriée du PCF et de la CGT, à parler unité syndicale, à vouloir faire vivre à toute force une intersyndicale, témoigne de cette volonté de faire exister en tant que tel, envers et contre tout, le «mouvement ouvrier». Or ceux-là mêmes qui répondent présents, les sidérurgistes, font savoir



LONGWY: une date de la fin du mouvement ouvrier.

en même temps qu'il s'agit là d'une fantôme, d'une représentation inutile. Confronté à la situation et au choix réel, chacun est seul et décide seul.

Ainsi, Longwy marque, comme nous l'avons déjà dit ailleurs, la fin du mouvement ouvrier. Ce n'est pas seulement qu'il aurait existé un réel mouvement qui est mort. C'est que ce qui avait été reconvoqué par Mai 68 à titre de référent, à titre de tradition ouvrière à laquelle se réamarrer, s'avère, à l'épreuve de la crise, avoir été déficient dans son principe. Il s'avère, malheureusement pour les chantres de l'unité à la base, que tout était depuis longtemps en train de s'effiloche, précisément par la base. Ce à quoi on se référait en tant que mouvement ouvrier ne pouvait exister que dans l'espace de la revendication à l'intérieur de la société impérialiste. Ce n'était que la forme subjective du consensus impérialiste à l'usine, la constitution des ouvriers en tant que groupe particulier de pression, qui faisait paradoxalement des usines, lieu du procès d'exploitation capitaliste, un lieu d'unanimité, un lieu sans antagonisme - parcequ'il existait quelque chose qui dépassait et réduisait la contradiction ouvriers-patrons du point de vue du capitalisme, et qui était le consensus social impérialiste. Le mouvement ouvrier arborait un drapeau d'unanimité ouvrière qui couvrait, qui était le drapeau du processus de transformation des ouvriers en clients un par un de la société impérialiste.

Après la tentative de Longwy, la toile se déchire. On ne peut plus, non pas seulement faire exister le mouvement ouvrier, mais même, comme on le faisait après mai 68, même en pratiquant autre chose, s'en rapporter à lui.

Depuis Longwy, la restructuration se déploie donc sans obstacles. Les cadences ont augmenté, les licenciements ont lieu, le travail intérimaire et maintenant sous contrat s'est généralisé.

Effet de la même chose, l'élection de Mitterrand n'a pas fonctionné même comme version abâtardie du Programme Commun. Il n'y en avait plus le support.

Effet de la même chose, les usines sont aujourd'hui silencieuses. C'est que la crise est ouverte: crise d'identité, sous la forme d'une crise des références.

Or de surcroît, la crise redonne à l'usine de l'importance, dans la vie des ouvriers - alors que l'époque du mouvement ouvrier était celle où l'usine progressivement tenait de moins en moins de place dans la vie et l'ensemble des préoccupations d'une grande partie des ouvriers -; d'abord parceque le travail est menacé, ensuite parce que c'est là que sont supprimés d'abord les avantages des temps prospères de l'impérialisme.

Comme l'a montré l'expérience de Longwy, c'est à l'usine, du point de vue des ouvriers, que les choses se décident. C'est là, s'il est question d'exister, qu'il faut d'abord le faire.

- 2 -

EXISTERA-T-IL DE NOUVEAU QUELQUE CHOSE DANS LES USINES ? EST-CE POSSIBLE, EST-CE NECESSAIRE ? OU TRAQUER LA POSSIBILITE D'UNE CLASSE OUVRIERE ?

En ce sens, il n'y a jamais eu si grande unité dans les formes de conscience à l'usine. Car chacun y traite de cette question, la même. Il n'y a jamais eu non plus si grande dispersion, car chacun la traite du point de vue de ce qui était sa propre inscription dans cette histoire et ce

système de références. On peut dire que chacun est engagé dans une réflexion sur l'ensemble à partir de sa propre histoire individuelle - ou peut-être, plus précisément, dans une réflexion sur lui-même qui inclut une réflexion sur l'ensemble.

Cette réflexion multiforme sur le même sujet conduit chez beaucoup, pour l'instant, à un constat de destruction et au discours selon quoi rien n'est possible dans les usines. Dans son aspect global et commun à tous, la réflexion en cours parmi les ouvriers est quelque chose de lisse, de négatif, qu'on ne sait comment saisir. Le positif est dans la démarche, différente selon les cas, qui conduit à cette même conclusion négative, ou qui plutôt bute sur elle; dans ce qu'il y a là d'éléments de rupture d'avec ce qui était l'uniformisation terne du syndicalisme. La fin du «mouvement ouvrier» est aussi ce qui délivre les différentes spécificités ouvrières. Or, pour nous, la classe ouvrière de France, le prolétariat international de France, ne saurait exister politiquement que comme système de différences. Si on n'en est pas là, on peut cependant dire que la situation actuelle le donne quelque chose dans les usines, qui est une certaine liberté de penser. D'ailleurs, la première des questions est très souvent, précisément: faut-il se servir de cette liberté, individuellement, compte-tenu de la tristesse ou de la pauvreté de la situation d'ensemble, de ce qu'il y aurait à penser...

Il faut donc voir de plus près ce que sont les différentes formes de conscience à l'usine aujourd'hui, sur la même question. Ce ne sera là qu'une indication sommaire et partielle, et forcément en partie fautive, qui est là pour illustrer la démarche globale proposée, mais qui est loin d'être un résultat achevé. On peut dire en gros:

- que chez les ouvriers français, l'heure est à la philosophie. Ils sont, au cœur de toute l'histoire écoulée, ceux qui, en apparence, étaient le plus structurés dans l'idée et les pratiques du mouvement ouvrier, ceux qui ont le plus, au fil du temps, «quitté en fait l'usine». Il n'est donc pas étonnant que la réflexion actuelle se donne comme réflexion individuelle, et souvent même réflexion sur l'individu, réflexion sur la philosophie, voire sur la religion. Que font aujourd'hui les ouvriers français qui n'ont pas tout abdiqué? Il y a ceux qui étudient l'histoire, ceux qui collectionnent les cailloux, qui s'intéressent aux civilisations anciennes.

Il n'y a pas à s'étonner non plus que les points d'appui éventuels soient plutôt hors de l'usine.

L'aspect positif en est bien sûr la rupture d'avec l'ouvriérisme et le mépris des intellectuels, voire parfois le souci exprimé quant à ce qui existe en France du point de vue de la pensée.

Bien sûr, cela ne suffit pas pour dire si on trouvera là les moyens d'y retourner, avec des idées neuves et d'éventuels projets. Cela ne nous dit pas si cette réflexion en est une authentique, ou une sorte de rumination permettant de fuir et de s'enfermer... et de ne pas prendre position sur ce qui se passe dans les usines et ailleurs aujourd'hui même. Peut-être cela dépend-il en partie des interlocuteurs que trouveront sur leur chemin certains de ces promeneurs solitaires, obligeant à une certaine rigueur dans la pensée, et aussi à voir ce qui est. Une des questions pour nous du travail dans les usines.

- chez les femmes ouvrières. Nous savons bien peu de choses de ce qu'elles pensent, parceque souvent elles ne disent absolument rien. Nous en savons tout juste assez pour soupçonner qu'une conscience plus dure de la réalité des choses les fait les plus enfoncées aujourd'hui dans la concurrence. D'avoir le moins gagné au jeu du consensus impérialiste, et le savoir, si on pense à sa vie, fait trouver plus dur d'en perdre les maigres avantages (aigreur et amertume, les deux sources du recrutement du PCF et de la CGT parmi les femmes). De savoir ce que sont aujourd'hui les mairies, les assistantes sociales d'un côté, et les ouvriers, les maris, de l'autre, pousse à la conscience: il n'y a rien aujourd'hui que la bagarre pour soi, et il n'y aura rien d'autre, ne nous jetez pas de la poudre aux yeux. Il en est cependant qui résistent à cette attitude, qui restent fermes, correctes, solidaires, sachant que c'est un moyen, en période difficile, de sauver les meubles, de se maintenir soi et les siens. Il y a à partir de là un débat à engager sur le fait que cette responsabilité même, parce que limitée, parie,

comme le font évidemment les autres, sur la perspective d'une déchéance populaire globale - et ce faisant, les inscrit en pratique contre nous, qui soutenons la voie d'une existence populaire et ouvrière, fut-elle assez longtemps non majoritaire, et cela d'autant plus que leur choix est déterminant, parceque des choix faits par les femmes ouvrières dépendra de façon essentielle la possibilité d'une existence ouvrière et populaire.

- chez les ouvriers immigrés, les prises de position se font directement dans la pratique comme dans les propos, sur la question: qu'est-ce qu'être ouvrier? Certains, les plus nombreux, s'enferment dans l'acceptation, et même la revendiquent. C'est le destin, c'est ainsi. D'autres se tiennent droits et se déclarent révoltés, choqués par les premiers, et aussi impuissants devant leur attitude. C'est comme un mur, disent-ils. Quand s'ébauche de part et d'autre un dialogue, c'est bien une philosophie de l'ouvrier qui s'exprime. Les premiers disent: on est là pour travailler, et aussi, ce n'est pas la peine de sortir, de dépenser de l'argent, même un ticket de métro, pour quelque chose qui n'est pas sûr. Ils sont pour s'en tenir, de la façon la plus rigoureuse et la plus extrême, à la logique de rester à sa place - puisque telles sont les choses. A quoi les autres opposent... le fait même, en soi, de la nécessité de se révolter, d'exister, de sortir.

Cette division se donne comme division essentielle, ou naturelle, parceque ne s'explique pas pour l'instant le bilan dont elle procède. Elle n'en est pas moins pour autant un élément de la conjoncture. Car la première voie porte bilan des dix dernières années de mouvement ouvrier comme illusion, par un constat particulièrement amer: celui d'une vie perdue, celui de grèves qui n'ont abouti qu'à faire devenir chef le français, ou le mouchard, arrivé dix ans après sur la chaîne, celui du syndicalisme qui a confirmé sans cesse le point de vue selon quoi la masse des OS immigrés, unanimement méprisés par les «politiques» des usines, surtout s'ils sont «gauchistes», ne sont effectivement pas des ouvriers du capitalisme mais des esclaves de l'impérialisme. C'est une thèse explicite chez une fraction importante des ouvriers immigrés, toujours discutée dans nos écoles, que les ouvriers d'aujourd'hui ne sont pas différents des esclaves.

Cela est d'autant plus abrupt que la crise et la restructuration à l'usine mettent à nu le procès d'exploitation comme jamais avant. Pour les ouvriers immigrés, ce qu'est la «condition ouvrière» ne s'est jamais révélé aussi crûment qu'aujourd'hui, où certains de 60 ans supplient qu'on les garde à l'usine, mêmes aux postes les plus durs, plutôt que d'être rejetés à la rue et traînés d'Assedic en Sécurité Sociale comme des épaves. D'où la violence et le caractère «extrémiste» de ceux qui ont pour ligne de s'enfermer dans leur place. S'en tenir, ou revenir, aux idées féodales sur le travail, sur l'honneur, est un moyen d'échapper à la conscience brute, et paraissant inutile, de ce qui est, et par là de ce qui a été.

**ATTENTION !
POUR TOUTES CORRESPONDANCES,
ÉCRIRE EXCLUSIVEMENT A L'ADRESSE
SUIVANTE :**

**Le M.L.
B.P. 278**

75 827 - Paris Cedex 17

Pour ceux de l'autre voie, que la conscience de l'exploitation d'aujourd'hui à l'usine pousse à l'idée de devenir, dans tous les sens du terme, des ouvriers, d'agir par eux-mêmes, d'étudier la politique, la grande question est: que faire avec les premiers ? Faire quelque chose est-il possible ? La situation de ces camarades est bien difficile, s'ils veulent pouvoir affronter cette question. Car elle les oblige à répondre à la masse des OS immigrés de France, et à répondre en même temps aux ouvriers français. Elle les oblige donc à se présenter dans les usines comme les tenants d'une politique possible en France - à répondre potentiellement du même coup à la France de la classe ouvrière. Ces camarades se trouvent ainsi être au centre de la question de la classe ouvrière à l'usine. Il n'est pas étonnant qu'ils soient souvent aujourd'hui les plus prompts à pouvoir parler avec nous. Il est bon qu'ils aient pour eux l'appui d'avoir souvent été au cœur de ce que l'après-68 a produit de plus fort et de plus neuf (si le temps et l'isolement ne les ont pas fait s'assimiler de façon irréversible au discours syndical sur l'«arriération des immigrés»).

- et les jeunes, enfin, qui arrivent dans de telles usines. Les voilà coincés entre le silence ouvrier d'un côté, et le grand tam-tam de l'embrigadement PCF de l'autre. Ils savent leurs pères à bout de course et sans héritage à transmettre - et parfois les en méprisent. Ils ne comprennent pas ce qui oblige les ouvriers immigrés à accepter la chaîne. Le PCF les attaque dès leur arrivée en les poussant au mépris des uns et des autres et en leur proposant, avec insistance, une belle carte: un droit d'entrée dans l'«élite ouvrière», comme ils s'appellent eux-mêmes, l'armée du futur du PCF et de la CGT, le déjà-Etat de Krasucki, dont le modèle affiché est l'Etat soviétique. Il s'en trouve qui parviennent à résister à l'encartement PCF, qui les révolte, par ses procédés tout d'abord, tout comme le style de la fête de l'Humanité, et au mépris complet des autres. Ce sont eux qu'il faut chercher. Que nous disent-ils ? Leur propos est celui du communisme utopique: ils parlent égalité, travail partagé et qui en vaille la peine, décisions en commun, communauté, rapport à la campagne. Ils ont cependant encore une autre expérience, celle du «forum des Halles», comme disait l'un d'entre eux, de la dérive moyenne dans des fumées de communauté, qui les fait douter d'une mise en pratique possible de leurs idées.

On peut les dire sans repères dans une éventuelle recherche de ce qui vaudrait la peine d'être cherché. Il faudrait savoir se mettre au service de cette recherche, en trouver le fil - et que peut-être, retrouver le fil, perdu pour eux, de la question de la classe ouvrière, devienne leur propre cause.

Il faut encore, avant de parler de nous, dire un mot dans ce tableau de la CGT et du PCF pour remarquer qu'il se confirme que, comme nous l'avions indiqué, ils ont pris acte du changement des temps. Ils ont bien encore un peu essayé de tirer sur la ficelle «mouvement ouvrier» en proposant des mobilisations conservatrices: portes ouvertes contre les licenciements et fermetures, délégations pour le maintien des avantages acquis. Mais ce fut vraiment le vide. Tout le monde a compris que la soi-disante conservation signifie et ne peut rien signifier d'autre que l'action pour les intérêts politiques du PCF. Aussi PCF et CGT sont-ils de plus en plus engagés dans la constitution ouverte du point de vue de classe et du camp politique nouveau bourgeois dans les usines. Ils ne se contentent plus de décrier les intérimaires: dans une grève récente à l'usine Air Equipement, grève avec occupation pour les 35 heures, ils ferment la grille au nez des intérimaires qui «ne sont pas de l'usine». Ils courtisent de plus en plus la maîtrise. Ils se présentent comme force étatique (voir le récent discours de Krasucki au sujet de la Pologne, où il déclare qu'il faut tenir compte de la CGT comme d'un Etat, russe ou polonais, précise-t-il), et chez les jeunes ouvriers, ils font leur propagande à partir de brochures sur les mérites de l'U.R.S.S. Enfin, ils se sont récemment - en particulier depuis la grève de l'automne à Renault-Billancourt - lancés dans la propagande avouée contre les OS: pour la suppression des OS, contre les luttes spécifiques des OS, etc... Un tract de la CGT distribué à Renault-Flins, dont le titre est: «la colère des OS», et la dernière phrase: «les agents de maîtrise sont souvent victimes de la direction. Il est d'ailleurs indispensable qu'ils soient aussi dans les Conseils d'Ateliers (proposés par la CGT)», mériterait d'être lu et commenté dans son détail comme tract de haine de classe anti-OS, exprimant la crainte qu'à la CGT de voir exister un jour en face d'elle à l'usine une force de classe ouvrière.

La politique actuelle de la CGT et du PCF témoigne donc aussi de ce que la question des classes est la question à l'ordre du jour dans les usines.

- 3 -

TENIR LA CONTRADICTION ENTRE NOUS ET LES MASSES, C'EST-A-DIRE LE DIALOGUE LOGUE AVEC FAITS A L'APPUI SUR LES TACHES DE L'HEURE, EST POUR NOUS LA TACHE DE L'HEURE.

Si la description donnée jusqu'ici est exacte, il en ressort que la tâche actuelle, pour qui se réclame de la CLASSE OUVRIERE, est précisément de se mettre au service de la constitution de la classe ouvrière dans les usines, du point de vue des idées, des pratiques et de l'organisation. La thèse avancée est qu'aujourd'hui se pose dans les usines, du fait de la fin du «mouvement ouvrier» et du fait de la crise, la question des classes. Il existe une réflexion très dispersée sur la question: comment en est-on arrivé là ? Ou plutôt, le plus souvent pour l'instant: comment s'orienter dans le vide actuel, comment le comprendre ? La classe ouvrière est-elle possible en France ? Avec pour l'instant une réponse quasi toujours négative.

Il faut donc, et c'est la première des choses découlant de cette situation, reconnaître ce débat, dans ses formes extrêmement diversifiées, et s'y engager, à partir des questions et des cheminements des uns et des autres - de untel, qui est français et qui a 50 ans, de telle autre, qui traite du rapport entre les femmes, de celui-là, qui porte bilan des grèves passées des OS, de la Gauche Prolétarienne, etc... C'est un travail considérable.

Mais comment faire surgir ce débat, le reconnaître dans ce que disent les gens, rencontrer ceux qui se posent ces questions ? Et comment ensuite ne pas s'enliser dans de multiples discussions individuelles qui auraient vite tendance à tourner en rond - la discussion individuelle étant bien sûr, obligatoirement, du fait même de la conjoncture, une des formes essentielles du travail ?

La condition essentielle est de se situer et de se manifester comme engagé, pour sa propre part, dans le projet et le travail de faire exister la classe ouvrière - comme ayant déjà pris parti. Pourquoi est-ce fondamental ? A cause de la façon dont se donne aujourd'hui le rapport entre le particulier et le général - entre son propre point de vue et la situation d'ensemble. On a vu que la réflexion des uns et des autres bute sur un constat prétendu objectif de ce qu'est la situation d'ensemble (l'ouvrier immigré qui dit: moi je suis pour faire une politique, mais de toutes façons, ici, on ne peut rien faire) - ou bien prend ce constat comme préalable non dit (dans le cas des femmes, constituant à partir de là la seule alternative: se plier et tâcher d'exceller dans le chacun pour soi, ou «tenir bon pour soi et les siens»). La situation d'ensemble des ouvriers fonctionne comme alibi

général et horizon a priori. C'est pourquoi il faut introduire un troisième terme, si on ne veut pas que toute discussion tourne indéfiniment en rond, partant de ce constat et y aboutissant toujours. Le troisième terme, c'est nous qui déclarons: quant à nous, nous sommes décidés à prendre en charge la situation actuelle. Cette décision ne relève que de nous seuls, chacun peut la prendre. Nous savons quelle est la situation, et même nous en acceptons votre description, au départ. Vous et nous sommes apparemment d'accord pour dire qu'il serait bon de la transformer dans le sens de faire exister la classe ouvrière. Discutons donc de comment faire le pas suivant - même si le pas suivant consiste, pour l'instant, à explorer en détail votre assertion selon quoi on ne peut rien faire. Ce troisième terme, ce « nous », peut n'être qu'un seul, mais il est nécessaire pour que le débat avec les ouvriers qui réfléchissent aujourd'hui la situation soit éclairci, pour que leur réflexion soit une réflexion qui progresse. C'est dire que mener à bien cette réflexion nécessite une avant-garde, en définissant l'avant-garde comme ceux qui, dans une situation donnée grossièrement décrite - c'est le vide dans les usines, le mouvement ouvrier est mort, il faut faire exister la classe ouvrière -, prennent en charge le pas suivant - font ce qui est à faire.

Que quelqu'un se définisse comme l'avant-garde est une condition de la discussion, c'est aussi une condition de l'action. Car comment et au nom de quoi agir aujourd'hui à l'usine ? Puisque n'existe plus la logique du « mouvement », et tant que n'existe pas un nouveau type d'unité, tabler sur le fait qu'on déclencherait un mouvement ou une action majoritaire est des plus aléatoires, voire totalement illusoire. Agir pour soi, au nom de sa propre révolte ? C'est possible, mais c'est déplacer, aux yeux des autres et à ses propres yeux, comme un cas à part, dans une logique de protestation et d'inacceptation individuelle, entériner le point de vue général selon quoi on se « sort » ainsi de l'usine et assumer ensuite comme une affaire personnelle la répression qui en résulte, tandis que les autres sont dans un rapport de spectateur à l'affaire. Si ce n'est ni au nom d'une majorité ni au nom d'une révolte individuelle, au nom de quoi agir dans une usine ? Au nom d'un projet, ce qui permet, tout en s'engageant peu nombreux, voire seul, d'impliquer les autres.

La politique ouvrière dans les usines est donc aujourd'hui une politique d'avant-garde, au sens où sa condition d'existence est que soit constituée une subjectivité d'avant-garde. L'hypothèse sur quoi se fonde cette politique est qu'il est possible de discuter les tâches de l'heure; non pas qu'il y a dans les usines des révolutionnaires, mais des gens avec qui dialoguer, au sujet de la situation et des tâches. La différence entre les deux points de vue est importante, car rechercher des révolutionnaires, ou appeler à se conduire en révolutionnaires, sous-entend qu'il existe un modèle de référence, et qu'il faut pousser les gens à se transformer pour être conformes à ce modèle, dont l'avant-garde serait dépositaire. Ce point de vue ramène à l'immobilisme car à nouveau, on n'a plus que deux termes, qui sont cette fois l'avant-garde - se déclarant telle - et les ouvriers. On n'a plus de principe de rapport à la situation réelle, permettant un processus de transformation. Au fond on se retrouve dans une position semblable à celle des ouvriers qui disent: on ne peut rien faire parce que les autres sont comme ceci ou comme cela. C'est une autre façon de dire que les choses seraient autrement si elles n'étaient pas ce qu'elles sont.

L'hypothèse faite ici est qu'il est possible de maintenir trois termes - la situation, des ouvriers et l'avant-garde - et de discuter ce que signifie, en tant que prise de position par rapport à la situation, telle ou telle pratique, telle ou telle attitude, et ce qu'il convient de faire, étant entendu que l'avant-garde n'est pas dépositaire d'un système complet d'analyses et de tâches, qu'elle ne les connaît que très partiellement, que la discussion en question est une discussion réelle. L'avant-garde n'est pas ici principalement définie par son savoir, ou ses attributs, mais par une façon de se rapporter aux choses.

Bien sûr, il ne suffit pas de se déclarer l'avant-garde,

il faut le manifester, prendre des initiatives matérialisant l'engagement qu'on dit être le nôtre. C'est la condition pour trouver parmi tous ceux avec qui dialoguer, et pour que le dialogue avec ceux-là soit un dialogue réel, où ce qui est dit de part et d'autre trouve sa sanction, tire à conséquence. S'il est dit, si on dégage dans la discussion, que le problème à résoudre en ce moment dans l'usine est tel ou tel, quel qu'il soit - la cadence, le problème de ceux qui sont mutés et déqualifiés, le rapport entre fixes et intérimaires, le problème de la liquidation de l'usine, le problème de comment se parler sur les chaînes, etc... -, il faut prendre une initiative qui constitue un premier pas pour le résoudre.

Ce peut être: expliciter ce problème et le poser sur la place publique, proposer de le « traiter » en commençant par prendre position sur la question, de façon à constituer clairement les points de vue et les camps - d'où la forme de la pétition, forme toujours pas nous décriée dans son usage syndical, en tant que moyen tout à la fois d'instrumenter les gens et d'enterrer un problème, dont on renouvelle l'usage, dont on propose d'user effectivement comme moyen prolongé de débat et de prise de parti individuelle, qui permet de tourner l'argument: moi je le ferais bien si les autres... On dira: en l'occurrence, ce n'est pas là une action à proprement parler, et c'est vrai. C'est une initiative de propagande et d'enquête. Mais il en va de même de toute action qu'on décidera aujourd'hui d'entreprendre - ce peut être un groupe qui décide de faire telle ou telle chose en son nom: aller discuter à plusieurs avec un chef de cas individuels, refuser une augmentation de cadences, partir cinq minutes plus tôt, ou des gens qui mettent en pratique telle ou telle façon de se comporter. Ces actions valent pour l'essentiel comme actions de propagande et d'enquête, et agissent pour une large part par leur commentaire.

A l'inverse, décider d'une enquête sur des formes de conscience mises en discussion avec quelques uns, qui déboucherait sur des prises de position, sur des comportements, peut valoir comme action.

Ce sont là des initiatives de propagande sur ce qu'est la politique d'avant-garde, sur la façon qu'a l'avant-garde de traiter les choses: la façon dont on se rapporte à ce qui est dit, la façon dont on se met en jeu soi-même, à partir de sa propre prise de position, dans les situations quotidiennes à l'usine, qui permettent de constituer la contradiction entre l'avant-garde et les masses comme contradiction vivante qui est le moteur du débat avec certains. Ce sont des initiatives d'enquête, pour nous et aussi en tant qu'elles sont l'occasion pour ceux avec qui nous discutons d'enquêter sur les réactions des ouvriers, sur les effets de l'engagement d'une avant-garde, et sur la réalité de leur appréciation des choses, divisant le discours initial de « on ne peut rien faire ».

D'où on pourrait dégager une règle qui serait la suivante. Pour avancer il faut que soient constitués les trois termes: la situation de masse, l'avant-garde, les interlocuteurs de l'avant-garde -, donc que l'engagement de l'avant-garde soit manifeste, et pour cela: pas de discussion sans sanction pratique, pas d'action sans commentaire.

A partir de quoi, tout est à faire, et tout est à discuter et à confronter quant au contenu même du travail. On n'a fait jusqu'à présent que parler des moyens d'instituer un vrai dialogue entre nous et d'autres à l'usine, de façon à pouvoir, à partir d'une volonté d'avant-garde, même isolée, faire vivre dans l'usine l'idée de la classe ouvrière, et regrouper, de cette classe ouvrière en projet, une authentique et actuelle avant-garde.

Pourquoi un si long préalable ? C'est précisément l'effet de la conjoncture telle qu'on l'a décrite, où la question est celle des conditions de possibilité de quelque chose de neuf dans les usines. Il faut une position d'avant-garde, et cette position est sans arrêt attaquée. Il ne s'agit pas là de répéter la litanie à laquelle nous ont habitué les « gauchistes » et autres Cfdtistes d'après mai 68: c'est difficile parce que l'ennemi nous attaque !

L'avant-garde quand elle se constitue est attaquée par ses ennemis, la CGT au premier rang, rien de plus sûr, et

cela fait partie, au premier chef, du contenu des problèmes à résoudre, ce dont on a, avec cet article, pas encore commencé à parler. L'avant-garde est attaquée par ses ennemis, mais aussi mise à l'épreuve par les masses. Il existe une pression incessante pour la faire dévier, pour que nous cédions sur notre projet, et pourtant cela ne signifie ni une hostilité à ce que nous disons, ni à la formulation du projet même. Les militants d'usine ont presque tous l'expérience de ces situations où personne ne vous parle mais où, si vous êtes absent une fois à la porte de l'usine, on vous dit sur le marché ou dans la rue: comment, vous n'étiez pas là l'autre jour, vous ne venez plus? - ou bien personne ne vous parle dans l'usine, et puis il se passe quelque chose dans l'usine et on vous dit: comment, vous les maos, vous ne faites pas un tract?

Il y a donc une contradiction entre nous et les masses sur ce que doit être la contradiction entre nous et les masses, et cette contradiction concentre le débat de fond. Faut-il prendre acte du fait que les temps ont changé et poser la question de la classe ouvrière à l'usine? Nous pensons que oui, et nous nous adressons aux ouvriers qui se déclarent en principe partisans de la classe ouvrière, s'interrogent sur ses possibilités d'existence, etc... Ce faisant, nous mettons bien sûr à l'épreuve le postulat premier: « nous qui sommes partisans de la classe ouvrière ». Nous engageons effectivement la question des positions de classe à l'usine.

On nous objecte l'ensemble, et le possible. Mais qui nous l'objecte dans le processus de discussion tel que nous le pratiquons s'engage déjà quant à lui dans le travail d'avant-garde: il se trouve conduit à prendre position, pour ce qui le concerne. En quelque sorte, ce faisant, nous ne permettons rien d'autre que l'avant-garde ou du moins que ce camarade la reconnaisse, en quelque sorte une reconnaissance de masse de l'avant-garde.

S'opposer à notre point de vue sur la conjoncture, y résister, implique de ne pas se laisser engager dans un tel processus d'éclaircissement du rapport entre son propre choix et l'analyse d'ensemble et de maintenir le débat dans des termes plus anciens. Cela implique de nous contredire, non pas directement sur notre discours, mais du point de vue de notre rapport aux gens tel que proposé ici - de nous annuler, en nous faisant les éventuels dirigeants d'un éventuel futur mouvement ouvrier - en nous assignant une place dans l'ordre des choses, resté inchangé. D'où l'importance conjoncturelle des questions de « méthode ». Prendre acte, au sens strict, de ce qui est dit, en faire quelque chose;

tirer des conclusions de ce qui se passe; s'expliquer, ne rien laisser passer, travailler dans la précision, se trouvent être des directives de l'heure.

Comme aussi savoir tenir la contradiction entre l'effet d'interpellation nécessaire du dialogue institué - on en arrive toujours à la question: si on veut vraiment ceci, alors il faut faire cela -, et la nécessité de maintenir ce dialogue - exprimant le fait qu'on cherche à regrouper une avant-garde en maintenant la discussion, ou plutôt dans le processus de discussion de masse de la nécessité et de la possibilité d'existence de la dite avant-garde. C'est dans ce sens que dans notre travail de masse on peut parler de la contradiction entre l'avant-garde et les masses. Si on ne la traite pas on se trouve enfermé dans la position de derniers des mohicans, ou premiers chevaliers du futur, une des façons qu'on les masses pour tenir en lisière les questions dont nous sommes porteurs, et un sûr moyen de se faire vite liquider par les ennemis.

Il faut noter enfin que ceux dans les masses qui nous « contentent » le plus, qui se montrent, au moins un temps, les plus retors et les plus rusés à nous maintenir dans la position mi-guetteurs, mi-Cassandra, sont les plus proches, et les plus honnêtes - ceux qui sont le plus concernés par les questions qu'on pose, et se savent tels. On le conçoit aisément, car s'engager dans le débat réel sur « la situation et les tâches » risque de les conduire rapidement à assumer une position d'avant-garde. Autrement dit de but en blanc, ils vont se retrouver en première ligne, essuyant les attaques de l'ennemi - en particulier de la CGT, acharnée à détecter et harceler les ouvriers d'avant-garde, jusqu'à leur faire baisser les bras ou quitter les lieux -, et devant prendre en charge la contradiction avec les autres, en sachant mener la discussion, avec le risque si on ne la maîtrise pas d'être soi-même découragé et de reculer, en devant décider à tout moment si on fait ou non telle ou telle chose en fonction de l'état de ces deux contradictions, etc...

Tenir ce travail - et il faut bien avancer, l'avant-garde n'étant définie que par ce qu'elle fait - IMPLIQUE LE MARXISME. La capacité d'analyse et donc de division des points de vue des autres est l'arme essentielle pour ne pas être arrêté à la première tentative, à la première enquête dont le résultat apparaîtra très probablement négatif. Cela implique aussi de se concevoir d'emblée comme un militant et d'en prendre les habitudes - penser à la sécurité, manoeuvrer laborieusement pour pouvoir rencontrer telle personne...

- 4 -

C'EST LA DIRE DEUX CHOSES, EN GUISE DE CONCLUSION:

** Que l'avant-garde d'usine est de parti, c'est un noyau - ce doit être un noyau pour pouvoir assumer ces tâches, la définition que nous donnons du militant d'un noyau étant précisément: s'emparer du marxisme, et être un militant d'usine, à quoi nous ajoutons: se réclamer du projet d'ensemble de l'U.C.F.M.L. et s'intéresser à l'ensemble de son travail; ce troisième point est essentiel, étant celui qui confirme ce qui a déterminé l'avant-garde: prendre parti pour l'existence d'une classe ouvrière dans ce pays, et qui l'assure, lui donnant son principe de réalité et sa possibilité de mise à l'épreuve d'ensemble.

** Que, étant donné qu'on ne peut pas en un jour passer de l'état de « libre penseur ouvrier » à militant marxiste, ce qui constitue le noyau est essentiellement une décision subjective - la décision d'assumer la position et le travail d'avant-garde, qui se marque pratiquement par exemple par la décision d'une réunion régulière -, moyennant quoi le noyau lui-même est un processus, le processus par lequel, en étudiant le marxisme, en pratiquant ensemble l'analyse et en apprenant les exigences du travail militant, l'avant-garde qui s'est décidée, ou acceptée telle, se forme à pouvoir prendre en charge ce dont elle s'est chargée - et ce faisant, s'unifie plus fermement à la nécessité de le faire. C'est ce que traduit l'appellation parfois employée d'école du noyau, elle

marque l'étape où certains acceptent de s'engager de façon continue et organisée dans le processus de discussion de la situation et des tâches, et leur prise en charge - moyennant quoi ils ont décidé d'être un noyau, ils sont le noyau en train de se faire. Là encore, l'essentiel de l'unification est l'unification sur un processus qu'on se donne les moyens organisés de suivre. Il s'agit de se donner du temps.

Tout le dispositif dont cet article a traité est donc celui de la formation des noyaux. Que font ensuite les noyaux? Précisément ce dont on a parlé ici. On pourrait dire que c'est trafiquer du vent; et effectivement les noyaux étant noyaux d'un parti qui n'existe pas et avant-garde d'une classe ouvrière en projet, tissent leur existence d'une inexistence à une autre. Nous disons que ce mouvement est celui qui permet de saisir le réel des usines, et de le transformer, cependant que la critique qui nous serait faite de trafiquer du vent se fait toujours au nom d'une renonciation, et non d'une autre entreprise - pour le dire autrement, les noyaux sont peu, mais nuls, et surtout pas les syndicats, ne peut se vanter d'être en prise aujourd'hui sur la réalité ouvrière.

On reconnaîtra qu'il faut dans une telle affaire du sérieux et une ferme identité. Reste ensuite à juger sur pièces.

Les Comités Populaires Anti-Capitalistes (CPAC) dans le moment actuel

Les C.P.A.C. ont déjà une histoire: rassemblement le 1er Mai 1977.



C.P.A.C. ET MOMENT ACTUEL.

- «La cause marxiste»: Pour les C.P.A.Cs, comment se présente la conjoncture ?

- C.P.A.C: La conjoncture que l'on cherche à connaître, c'est la conjoncture subjective, dans le peuple.

Cela s'articule à des éléments objectifs bien sûr: ces éléments qu'on aurait pu penser être des éléments objectifs: chômage, crise de l'institution scolaire... et tout cela. On n'a pas encore trouvé que ces éléments objectifs cristallisent quelque chose dans la subjectivité. Il n'y a pas d'accord général là-dessus allant jusqu'à la volonté de faire quelque chose.

Ce que l'on a trouvé, c'est la loi de 1973 pour la communauté algérienne, la question des jeunes et de leur nationalité, de leur identité.

Il y a assez longtemps que la situation des C.P.A.Cs est ainsi. Sauf sur la question des jeunes immigrés, nous n'avons pas d'élément convaincant pour dire que l'on va constituer quelque chose maintenant.

Par contre ce que l'on peut dire, c'est que partout, il y a quelques individualités qui se détachent, qui sont dans la conscience qu'ils ont à définir des principes et un point de vue vis-à-vis de l'entourage et de la situation d'ensemble.

Il y a quelques gens qui pensent qu'il faut avoir des principes; cela, c'est peut-être un élément de conjoncture, l'apparition de ces quelques personnes, d'avant-garde à titre personnel. Cela rompt avec l'unanimité. Il n'y a certes pas de cause pour le peuple mais pour l'instant, la politique d'édification des C.P.A.Cs consiste à trouver ces gens là et à

les unifier. Leur attitude personnelle est une réponse à la conjoncture. Cette réponse pour avoir son plein sens et avoir une influence sur la réalité doit explicitement s'organiser dans le projet d'un nouveau parti communiste qui soit aussi un nouveau parti du peuple.

- «La C.M.»: Qu'est-ce que c'est que la conjoncture subjective dont tu parles ?

- C.P.A.C.: A un moment donné, il y a des lignes de force dans la pensée et dans l'attitude des gens. Les gens prennent position par rapport à ce qui se passe, par rapport à la société. On connaît ceux qui se replient sur soi, les unanimes, la volonté de se réclamer d'un consensus quel qu'il soit. Il y a l'attitude des gens vis-à-vis des choses scandaleuses, le PC à Montigny ou l'expulsion dans l'immeuble... il y a plusieurs façons de réagir à cela; on peut savoir qui on a en face de soi en fonction de leur réaction.

Il y a différentes attitudes: ceux qui sont pour laisser tomber et qui refusent de voir dans tel ou tel événement une signification générale. Et d'autres qui prennent cela comme un signal pour faire quelque chose, pour œuvrer à la transformation de la société. La question pour les gens est de savoir si la situation est intolérable. Il y a un point qui est très important à nos yeux dans le débat à l'intérieur des C.P.A.Cs et dans leur morale, leur représentation d'eux-mêmes, c'est de savoir où en est la masse des gens. Comment on comprend la réalité de la position de la masse des gens.

Ce qui est en cause, c'est la question de l'avant-garde. Les camarades qui sont dans les C.P.A.Cs sont convaincus qu'ils représentent un type d'homme ou de femme ou de

jeune qui existent à des milliers d'exemplaires dans le peuple même si les autres ne sont pas dans les C.P.A.Cs.

Si ils ne sont pas avec nous, ce n'est pas qu'ils soient ailleurs, ils ne sont pas encore là. Dans la conjoncture actuelle, une grande partie des gens est nulle part. Ils sont sur eux-mêmes. J'aurais tendance à dire que la plupart des partis de la bourgeoisie n'ont pas le projet de rallier les gens, ils ont le projet que les gens restent nulle part.

- «La C.M.»: Même le P.C.F. ?

- C.P.A.C.: Le P.C.F. a une politique plus sélective. Il cherche à rallier vraiment des gens, mais il ne cherche pas à rallier tout le monde, ce n'est pas son projet.

Cette question, celle de savoir comment on considère la masse des gens est très importante pour les C.P.A.Cs. Est-il ou non important de soutenir un débat politique dans le peuple; est-il nécessaire ou pas d'avoir un point de vue sur ce qui se passe. Ce n'est pas simplement notre politique contre celle des autres: faire simplement cela n'est pas efficace. Il faut arriver à mettre en discussion la représentation que les gens ont d'eux-mêmes en tant que membres d'un large collectif. C'est le peuple lui-même et l'idée d'un peuple qu'il faut mettre en discussion. Pas nécessairement dans ces termes généraux à chaque fois mais c'est cela qu'il faut faire.

- «La C.M.»: Dans ce cas rallier un C.P.A.C. prend quelle signification pour les gens; par exemple, d'après ce que tu dis, ce n'est pas simplement pour la lutte.

- C.P.A.C.: Ces camarades sont là à la recherche d'une cause, ce n'est pas la même chose qu'une lutte, cela n'a pas la même limitation temporelle qu'une lutte. C'est pour cela que le peuple multinational, l'anti-racisme, jouent un rôle; ce sont des choses qui sont directement perçues comme des causes, dans la mesure où la plupart des gens reconnaissent que défendre les droits des immigrés est une cause populaire.

On voit bien aussi que la question de la jeunesse peut être aussi une cause. Les gens dans les banlieues voient les jeunes extrêmement désœuvrés, sans emploi, sans avenir. Des gens sentent cela comme une cause possible.

- «La C.M.»: Et les jeunes eux-mêmes ?

- C.P.A.C.: Il y a des jeunes pour qui la question des jeunes fonctionne comme une cause. La jeunesse là où il y a des jeunes immigrés, le sent ainsi. Sortir la jeunesse de l'état où elle est un projet qui a un sens, qui motive certains jeunes.

C.P.A.C. ET ETAT-MITTERRAND.

- «La C.M.»: Qu'est-ce qui change et qu'est-ce qui ne change pas de Giscard à Mitterrand ?

- C.P.A.C.: La question est valable. Mais ce n'est pas très simple.

Il y a effectivement un changement. Bien que le changement qui s'est produit n'ait pas été dans l'immédiat favorable aux C.P.A.Cs. Ce qui s'est produit, c'est que les gens qui étaient sur le point de s'engager avec nous sont devenus beaucoup moins pressés. Les tensions se sont relâchées, plutôt le sentiment de l'urgence, de la nécessité de s'occuper de ce qui se passe, qu'il est temps de prendre position... Les gens ont adhéré à l'interprétation Mitterrandiste du P.C.F., contents de retrouver cette image parlementariste du P.C.F.

Malgré cela, malgré ce zig-zag de notre élan, il y a dans ce fameux changement des choses intéressantes. D'une part la logique, en dernière analyse, de l'Etat-Mitterrand est extrêmement proche de celle de Giscard, et là-dessus personne ne dit le contraire, que ce soit sur la fermeture des usines, les jeunes et le chômage, sur le droit des immigrés, sur le prix des logements... il n'y a aucun signe que les choses commencent à changer. L'Etat-Mitterrand n'a pas convaincu qu'il était en train de résoudre les problèmes. Ce dont les gens lui sont reconnaissants, c'est d'avoir aboli le style giscardien de fermeture, la dictature de la nécessité capitaliste; les gens sont reconnaissants à Mitterrand d'avoir relâché cela, de laisser entendre qu'il y a plus de temps, que l'on peut prendre les choses plus calmement.

Malgré tout, le dispositif giscardien-PCF était essentiellement répressif, visant à empêcher la constitution de ce qui pourrait être un mouvement et il me semble que dans la période actuelle on a la possibilité de voir des formes de mouvement populaire. Cela, c'est une bonne chose. On n'aurait sans doute pas pu développer ce que l'on a développé sur la loi de 1973 avant. Il y a un petit espace, il faut l'investir.

C'est bien que les gens aient le sentiment de respirer un peu et d'avoir des objectifs intermédiaires tenables. Il y a une petite relance du débat politique.

Il y a les deux à la fois: sur la Pologne par exemple, l'engagement de l'Etat tente un étouffement, l'Etat parle de manière à masquer le débat de fond là-dessus, malgré tout, les gens finissent par y réfléchir.

Ce sur quoi les gens seraient d'accord avec Mitterrand c'est sur l'idée de ne pas tendre les choses, avoir un temps de réflexion nécessaire. Les gens étaient devenus «bouleversés» sous Giscard, anxieux, tout leur échappait. Le fait qu'il y ait une pause apparente, les gens ne sont pas contre. Nous non plus. Il faut que les Comités Populaires fassent un grand travail sur le débat politique au sein du peuple. Faire un travail sur la Pologne, en particulier vis-à-vis des français sur l'idée qu'ils ont de l'indépendance et de la résistance du peuple. Parce que la réflexion spontanée des français, c'est: «c'est pas ici qu'on verrait cela», avec des justifications variées.

- «La C.M.»: Que dites-vous sur la Pologne ?

- C.P.A.C.: On a fait des tracts sur l'idée des intérêts communs et d'une solidarité réelle et de principe de peuple à peuple.

On a mis en avant ce principe là, quelque chose qui nous constitue, nous.

Nous disons également: ce qui se passe en Pologne a à voir avec nos problèmes ici; la capacité d'un peuple à exister politiquement, de façon autonome face à l'Etat; le rôle du principe de responsabilité sociale dans la constitution de cette capacité; la confirmation de la nature de la nouvelle bourgeoisie du P.C.F. qu'il faut considérer absolument comme un ennemi, et ses membres comme d'un parti qui est contre les peuples et contre le peuple.

Notre ligne, c'est qu'il faut soutenir le peuple polonais et il faut se battre.

C.P.A.C. ET P.C.F.

- «La C.M.»: Quelle place occupe le P.C.F. dans la conscience des gens, et quelle est son importance dans votre travail ?

- C.P.A.C.: C'est une question omniprésente, et ce n'est pas toujours facile de faire le partage entre ce qu'est réellement le P.C.F., l'entreprise de construction d'une nouvelle bourgeoisie social-fasciste dans le peuple (Vitry-Montigny), et puis les formes moyennes du consensus impérialiste dans le peuple.

Prenons la Pologne: les gens qui disent «pourquoi est-ce que l'on parle toujours de la Pologne et pas de nos problèmes ?». Ce courant de pensée a son existence propre par rapport au P.C.F., c'est un exemple d'une forme moyenne du consensus réactionnaire dans le peuple.

L'idée de se servir de ces formes de conscience réactionnaires, très largement répandues, pour leur donner une dynamique de parti, cela c'est l'idée du P.C.F. C'est une idée tout à fait minoritaire. C'est pour cela que quand on désigne cette politique de parti, les gens disent: vous avez raison, mais ils ne sont pas convaincus de l'importance de la chose.

A l'époque de Vitry-Montigny, il y a un an à peu près, on faisait spécifiquement campagne sur la question du P.C.F. en tant que tentative de constitution du social-fascisme - on a même fait une feuille là-dessus. Ce que je pense personnellement, c'est que les termes du débat là-dessus sont restés comme figés. Le P.C.F. n'a pas bougé du tout là-dessus dans les quartiers, il y a une sorte de gel, de suspension.

Il faut que nous reprécisions aujourd'hui comment

on aborde la politique du P.C.F. et sa nature dans les discussions de masse, étant entendu, et c'est là l'élément nouveau, qu'on est probablement obligé d'aborder simultanément la question de l'Etat-Mitterrand, d'expliquer la nature de l'alliance au pouvoir.

C.P.A.C. ET PARTI.

- «La C.M.»: Depuis quelques années, certains textes de l'U.C.F. présentent les C.P.A.Cs comme explicitement les organisateurs dans le peuple de la politique du nouveau parti. Que signifie pour toi, et quelle réalité a cette inscription des C.P.A.Cs dans la construction d'un parti de type nouveau.

- C.P.A.C.: Dans certains cas au moins, cela fait partie du contrat de fondation des Comités Populaires. Ils sont la réunion de deux choses: de gens de l'U.C.F. qui sont les porteurs de ce projet dans sa généralité et qui le remettent à d'autres gens, à des gens d'avant-garde du peuple. Le Comité Populaire se fonde sur l'unification sur cette idée. Je crois que le principe de stabilité des Comités Populaires, c'est justement l'unification sur cette idée globale, dans la mesure où cela ne peut pas être une simple unification sur un système de tâches.

Les gens que nous avons réunis l'ont toujours été à partir d'engagements particuliers, de batailles, d'affaires, de situations de masses, etc... Nous avons fait ressortir que, dans notre façon de traiter ces situations, étaient à l'œuvre des principes concrets dont l'unité était ce projet.

Les gens que l'on rallie le sont parce qu'ils voient que nous faisons ce qu'il y a à faire; nous sommes les gens de la vérité d'un côté, et de l'autre qui font ce qu'il y a à faire,

et leur intérêt est accroché par ce qui nous permet d'être ce que nous sommes, à la fois notre fermeté, notre durée et notre efficacité, en particulier le fait qu'on n'est pas découragés, et que nous travaillons dans, et contre, ce qui est senti comme l'élément initial du pessimisme, à savoir l'état d'éclatement et de dispersion du peuple. Je pense que c'est seulement quand on explicite qu'il s'agit du projet du parti que les choses deviennent claires et ont un principe de réalité pour les gens. Le mot «parti» est un des rares mots de la politique que tout le monde comprend, même si ce n'est pas nécessairement compris de la même façon !

- «La C.M.»: Tu viens de parler des C.P.A.Cs du point de vue du parti. Que peux-tu dire du parti du point de vue des C.P.A.Cs ?

- C.P.A.C.: Il y a eu, à un moment, une nette différenciation à l'intérieur des C.P.A.Cs entre des camarades ralliés dans le peuple qui avaient un rapport essentiellement positif et simple au parti et d'autres camarades qui étaient dans un rapport de méfiance au parti et qui faisaient de la méfiance par rapport au parti une raison d'être des C.P.A.Cs.

Les C.P.A.Cs sont dans un rapport particulier au parti. Ils assument à l'intérieur d'eux-mêmes que tout le monde n'est pas du parti, c'est-à-dire que tout le monde n'a pas la subjectivité du militant de parti, et que la politique n'est pas l'apanage des gens qui auraient cette subjectivité.

Le Comité Populaire tente de faire fusionner un noyau de quartier et une instance décisionnelle politique de quartier.

Il tente de faire fusionner dans son rapport au parti la question de la conscience et celle des tâches, il est contre la division du politique et du revendicatif, du politique et du social. Il apporte à l'idée du parti cette nouvelle conception, du moins sa recherche, de la politique.

Pour clarifier le débat sur les Permanences Anti-Expulsion

Les P.A.E. sont une organisation démocratique révolutionnaire; c'est là une bonne caractérisation. Cependant, ceci n'a rien à voir avec une soi-disante politique démocratique qu'elles devraient mener, par opposition et différenciation d'une politique de Parti.

La différenciation entre les P.A.E. et les organisations politiques du pôle, tout particulièrement les C.P.A.Cs, est une question importante aujourd'hui; il faut y répondre méthodiquement.

- 1 -

La différenciation entre politique d'organisation de type démocratique révolutionnaire et organisation de type parti ne tient pas à une nature différente des mots d'ordre ou des éléments de programme, examinés en eux-mêmes: Français-Immigrés, Egalité des droits (mis en avant par les P.A.E.) et A travail égal, salaire égal (mis en avant par l'U.C.F.M.L. dans le travail d'usine) ne relèvent en eux-mêmes ni spécifiquement d'une politique d'organisation de type Parti, ni d'une politique d'organisation de type démocratique révolutionnaire. Ils relèvent tous deux d'éléments objectifs d'analyse de classe cristallisant sur ces deux questions un point de vue antagonique. Si dans les faits le mot d'ordre «A travail égal, Salaire égal» relève exclusivement de la politique de Parti, alors que «Français-Immigrés, Egalité des Droits» est pratiqué tant par les P.A.E. que par les organisations du pôle, c'est donc que ce n'est pas au niveau des mots d'ordre ou des directives, des éléments de program-

me que les choses se tranchent. Ce n'est pas le contenu des mots d'ordre qui à soi seul déciderait du type d'organisation apte à le déployer en force politique. On ne peut donc faire une hiérarchie des mots d'ordre, tout au contraire. Il y a unicité, unité, et homogénéité de la politique révolutionnaire. C'est là une thèse déjà ancienne de l'organisation qu'il faut restituer dans toute son importance: la diversité des organisations ne relève pas de l'existence de différentes politiques révolutionnaires, au sens où chacune aurait son programme particulier.

La diversité des organisations - en particulier organisations du pôle et P.A.E. - provient non pas de la nature des mots d'ordre, mais de la façon dont ces mots d'ordre se matérialisent dans des formes de conscience et des pratiques de masse. Il faut sur toutes ces questions être maoïstes et partir des masses elles-mêmes; il faut se débarrasser - autant que faire se peut - du formalisme, du dogmatisme et de l'a-priorisme organisationnel.

Il y a possibilité d'organisation démocratique révolutionnaire quand sur une question de la conjoncture politique le mot d'ordre ou les mots d'ordre de la politique révolutionnaire deviennent un phénomène de masse ou paraissent en voie de le devenir. S'ils deviennent phénomènes de masse, c'est qu'ils deviennent plus forts, donc plus indépendants, plus autonomes. Que des mots d'ordre relèvent de fait de la politique de Parti (Charte en 16 points du Noyau ouvrier de Chalons) n'est pas le signe de la force de ces mots d'ordre, mais tout au contraire de leur faiblesse histo-



Le 28 Novembre 1981, pour la régularisation des sans-papiers.

rique actuelle. Cela veut dire qu'ils n'ont pas autonomie en eux-mêmes dans la conscience de masse; cela signifie qu'ils doivent être étayés de toute une série de considérations sur la classe ouvrière, le capitalisme, l'exploitation, le marxisme, la révolution et le communisme, qu'ils doivent donc être étayés sur une politique de Parti, et dans la conscience ouvrière, c'est bien ainsi que cela est perçu, comme relevant d'une politique d'avant-garde, celle des Noyaux communistes ouvriers. Il s'agit là d'un exemple de ce qu'est la forme actuelle de la politique de Parti qui est toujours une politique de conjoncture; ce qui relève explicitement de la politique de Parti est un fait de conjoncture, expression du niveau de conscience et du niveau de pratique des masses ouvrières et populaires. Il en est de même de la politique d'organisation démocratique révolutionnaire.

Les P.A.E. sont la transcription organisationnelle de ce que la question du droit des immigrés, la question du racisme, la reconnaissance ou non du caractère multinational du peuple en France sont des questions de masse, ayant aux yeux de tous une signification d'ensemble.

Si les P.A.E. sont bien, à nos yeux, une organisation démocratique révolutionnaire, alors pourquoi les qualifions nous comme l'organisation de la force anti-raciste de l'Unité Français-Immigrés.

- 2 -

Les P.A.E. comme organisation anti-raciste de l'Unité Français-Immigrés.

Les P.A.E. comme organisation anti-raciste: c'est là un aspect essentiel de l'identité des P.A.E. et de leur travail de masse, c'est là que se fonde en regard de la conjoncture la possibilité d'une organisation démocratique révolutionnaire. Racisme et anti-racisme sont une facette et un champ de la conjoncture politique qui a un principe d'existence en termes de conscience et de pratiques de masse. Racisme ou anti-racisme est en tant que tel, en soi, une grande bataille politique de la conjoncture d'ores et déjà constituée en tant que telle pour des milliers de gens. Répétons le, c'est

en tant que telle la bataille contre le racisme qui est l'élément de conjoncture principal, et non pas la société impérialiste, le chauvinisme anti-peuple multinational, etc...

Le racisme est le principe de conjoncture de tout cela; la bataille anti-raciste est en tant que telle une des grandes caractéristiques de l'analyse de classe de la conjoncture. Le contenu de cette bataille, Égalité des droits, combattre tous les racismes, vient après ou de façon subordonnée à la caractérisation de la bataille anti-raciste comme une grande bataille politique de la conjoncture. C'est là un point très important, ce n'est pas parce que dans le travail de masse des P.A.E. l'unité français-immigrés ou l'égalité des droits joue un rôle central que pour autant se trouverait exprimé là le principe d'existence des P.A.E.; l'existence des P.A.E. est la conséquence de ce que le racisme et l'anti-racisme sont des phénomènes (idéologiques et pratiques) de masse. Il ne faut pas confondre les outils politiques de la bataille, les formes pratiques de la bataille avec son assise historique essentielle: contre le racisme. La politique, c'est la conjoncture qui la définit dans son objet. La politique révolutionnaire c'est l'articulation entre cette conjoncture et ce qu'il en est de sa structuration en termes de politique révolutionnaire de masse. Il ne faut pas confondre les deux, pas plus dans l'édification organisationnelle que dans l'agitation de masse. Il faut maintenant préciser ce que cela signifie de dire que les P.A.E. sont l'organisation anti-raciste de l'unité français-immigrés.

L'unité Français-Immigrés est ce qui spécifie le caractère de classe de la politique anti-raciste des P.A.E. C'est là que se donne le point de vue de classe sur l'anti-racisme ou, pour reprendre une expression des P.A.E., l'anti-racisme de classe.

Le caractère de classe d'une politique ne s'éprouve pas aux mots employés dans la propagande, mais à la capacité de formuler la politique révolutionnaire, non dans ses principes: classe, Parti, État, impérialisme, etc... mais dans ce par quoi un tel choix s'opère et se pratique en termes de conscience de masse. A supposer que l'on s'interroge sur comment les P.A.E. s'opposent à la société impérialiste en France, la seule réponse, c'est de montrer que dans les

faits la politique de l'unité Français-Immigrés est celle du peuple multinational opposé à la vision impérialiste, etc... D'une certaine façon la question en elle-même est quelque peu illégitime, formaliste et dogmatique; en tout cas, elle ne met pas du point de vue des masses la politique au poste de commandement (il faut bien constater que de temps à autre ce qui est, pour tel ou tel d'entre nous mettre la politique au poste de commandement, ne correspond pas à la mise au poste de commandement de la politique du point de vue de masse; il faut toujours travailler à réduire ce décalage). La ligne politique des P.A.E., leur caractère de classe ne relève pas d'un a-priorisme organisationnel qui trouverait ensuite ses formes pratiques concrètes de réalisation. Le caractère de classe des P.A.E. c'est l'unité Français-Immigrés et l'égalité des droits et la façon dont cela vit dans le travail de masse, dans l'organisation des P.A.E. et dans les batailles. C'est ainsi qu'au sens strict les P.A.E. sont l'organisation anti-raciste de l'unité Français-Immigrés (ce qui spécifie son rapport à la conjoncture - le racisme - et le caractère de classe de ce rapport - l'unité Français-Immigrés).

- 3 -

Avant-garde, P.A.E. et organisations du processus du parti (U.C.F.M.L., Noyaux Ouvriers, Comités Populaires Anti-Capitalistes).

La question qui est posée est celle de la nature politique spécifique des Permanences. C'est une question très importante. Quel est le point de vue de l'U.C.F.M.L. là-dessus ?

Dans l'histoire de notre projet d'un parti de type nouveau, nous menons un bilan ininterrompu du marxisme-léninisme. La IIIème Internationale est notre grand interlocuteur muet. Nous avons déjà fait éclater le couple parti-Etat. (Ce couple est pour nous l'origine du social-fascisme et également des Etats terroristes: là où l'Etat est le moyen d'une hégémonie politique du parti. Alors l'Etat comme effet des contradictions de la société est nié et l'Etat devient complètement transitif à une politique de parti).

Il faut aujourd'hui dissocier le couple parti/politique. Si la politique s'évalue en dernière analyse à la politique de parti, celui-ci n'est pas un principe de définition mais un effet. Il faut affirmer le principe d'unité et de séparation de la politique et du parti.

Les catégories de référence issues du marxisme-léninisme sont invalides. Si le marxisme est en redéfinition, si l'idée de la politique des masses, de l'Etat, du parti et du prolétariat se transforment; d'où doit-on partir pour envisager les choses avec la tranquillité de la volonté ?

L'analyse de classe demeure la pierre d'angle. Gardons le propos de Mao Tsé Toung sur l'analyse de classe à la fois l'analyse des rapports de production mais aussi la conscience, l'attitude vis-à-vis de la révolution.

Dans l'analyse de classe, l'analyse du subjectif est très importante: être marxiste, c'est croire et travailler à la capacité prolétaire et populaire de la politique.

Analyse de classe et analyse de conjoncture se développent alors mutuellement dans la caractérisation des contradictions qui divisent les camps mais aussi qui les identifient, en particulier les formes de conscience.

Nous avançons la thèse suivante: l'analyse de classe permet de définir ce qui, à un moment donné, identifie l'avant-garde, c'est-à-dire tous ceux qui sont engagés dans une contradiction politique relevant de l'analyse de classe de la conjoncture.

L'analyse de classe aujourd'hui oppose ceux qui sont les tenants de l'Etat chauvin raciste à ceux qui ont comme vision l'unité Français-Immigrés et l'égalité des droits.

L'U.C.F. existe, les P.A.E. existent, ce sont deux organisations différentes. C'est un fait. Il faut admettre la diversité organisationnelle face à une situation politique donnée. L'organisation de type parti est hétérogène à l'organisation de type démocratique révolutionnaire, mais en unité interne avec elle sur certaines grandes contradictions de la conjoncture.

Il faut insister non seulement sur la positivité de l'existence des P.A.E., mais aussi de la positivité pour les P.A.E. de l'existence de l'U.C.F., existence qui lui permet son indépendance organisationnelle.

C'est l'U.C.F. qui porte témoignage que la bataille des P.A.E. est unifiée, interne à la cause du peuple entier. C'est le déploiement d'une politique de type parti et ses effets qui permettent l'autonomie idéologique et organisationnelle d'une politique démocratique révolutionnaire.

De ce point de vue là, l'adéquation de l'organisation démocratique révolutionnaire à l'analyse de classe de la conjoncture est essentielle car sinon elle perd son caractère spécifié à la conjoncture et prétend endosser l'identité d'une organisation de type parti, qui relève d'un processus organisationnel et d'une subjectivité complètement autre et irréductible.

Le point important à nos yeux est de dire et de soutenir que les P.A.E. sont une organisation d'avant-garde et que donc l'avant-garde peut être diversifiée organisationnellement.

Que les P.A.E. organisent l'avant-garde antiraciste de l'unité Français-Immigrés.



Le Marxisme-Léninisme à l'épreuve de la Pologne

A une réunion appelée par un Groupe Intervention Pologne (G.I.P.), un camarade de l'U.C.F.M.L. a présenté des réflexions sur ce que l'expérience ouvrière polonaise implique pour un marxiste d'aujourd'hui. Ce faisant, il a proposé une très intéressante périodisation du mouvement polonais.

Nous publions ici ce texte, dont la précision, l'engagement et l'ouverture nous semblent une contribution excellente au débat sur la Pologne, et une incitation militante au développement des G.I.P.

D'abord, pour introduire l'exposé, je voudrais dire comment l'IDÉE de sa nécessité s'est imposée à nous, et ensuite les RÉFÉRENCES sur lesquelles je me suis appuyé. De quoi s'agit-il ? De cerner l'UNIVERSALITÉ du mouvement polonais, du double point-de-vue:

- de la crise du marxisme-léninisme
- de ce qui peut y constituer un point d'appui pour la politique ICI ET MAINTENANT.

A travers la Pologne, au fond, le marxisme n'est-il pas mis en demeure de renouveler son discours, de rendre compte de sa propre crise ?

-1) L'IDEE: pour quiconque d'entre nous intervient sur la Pologne, interpelle les gens, etc... une difficulté surgit: elle se manifeste diversement selon les milieux, mais avec, au fond, la même logique. Coté usines, l'«exhortation» à soutenir les polonais, appuyée sur l'exemplarité de Solidarité, entraîne en retour, pour les ouvriers français, l'image de leur propre incapacité (ou impuissance) actuelle: on sort difficilement de cette symétrie en miroir, que je dirai «mortifère». Coté intellectuels, du moins ceux d'entre eux pour qui les choses de la révolution ont encore un sens, il y a l'exigence de savoir si cette cause en est vraiment une, si on n'est pas en train de leur agiter un éventuel lampion dont la lumière ne leur paraît plus évidente. Il y a, bien sûr, le sentiment que la Pologne, c'est un peu l'«histoire qui vous rattrape», mais aussitôt le doute: quelle histoire, autre qu'un éternel retour ?

Par quelque côté que ce soit, il me semble que si on ne se laisse pas interroger par la Pologne pour en recevoir la nouveauté et (peut-être) l'universalité, au regard des questions que tout le monde se pose (le socialisme, l'Etat, la Révolution, le parti, etc..., pour les citer en vrac), si on n'introduit pas cet élément tiers pour briser le côté circulaire qu'il y aurait à poser la question sous la forme «la Pologne et nous, nous et la Pologne», il y a peu de chances de voir un soutien prolongé réel naître.

(Je parle ici des gens qui se posent des questions, et qui ne se suffisent pas de s'identifier à Solidarnosc en l'épinglant au revers du veston comme on épinglerait la piéride du chou sur la planche à papillons des causes éternelles trouvées-perdues... ceux-là, je pense malheureusement que des questions, ils ne s'en posent guère...).

DONC: interroger l'universalité possible de la Pologne. Parce que, quand même, ce qui s'y passe interpelle dans les faits et pour la première fois, d'une façon aussi iconoclaste que jusqu'ici fonctionnait comme les grands référents des révolutions prolétariennes: le marxisme-léninisme, l'Etat, le parti. Voilà tout de même un immense mouvement populaire, sous direction ouvrière, et qui se fait non pas seule-

ment «hors référence» au marxisme-léninisme, mais explicitement contre, au point que c'en est un ressort quasi-fondateur (cette dénonciation). Bien sûr, on dira qu'on n'a pas attendu vraiment les polonais pour ce faire, que les référents en question avaient un peu de plomb dans l'aile, à travers quelques repérages empiriques; par exemple:

- le socialisme, au sens d'étape, de passage vers le communisme, ne s'incarne plus, nulle part, dans un Etat.
- le marxisme-léninisme sert de référence commune à des gens qui se réclament du communisme et à des gens qui pratiquent ouvertement la contre-révolution (U.R.S.S.-Vietnam, envahisseurs au nom du marxisme-léninisme).
- le parti, dans sa forme jusqu'ici pratiquée, voire dans son principe seulement énoncé, éveille méfiance, quand ce n'est pas franche répulsion.

Ne peut-on avancer l'hypothèse suivante: le «mouvement social» polonais (c'est ainsi qu'il se nomme lui-même) serait l'événement historique premier à prononcer, de fait, l'invalidation du marxisme-léninisme (en crise, jusque là, «ouverte»). C'est la première question à examiner. La seconde, nécessairement, est la suivante: offre-t-il un point d'appui pour penser la politique communiste d'après le léninisme ?

D'abord, quelques éléments sur la crise du marxisme-léninisme:

* LE MARXISME, dans sa démarche fondatrice, n'est ni un dogme, ni une référence «savante», mais une prise de parti: elle fonde la politique prolétaire comme celle de la politique communiste: pour l'abolition du salariat, la réduction des «grandes différences» (travail manuel/intellectuel, ville/campagne...), l'extinction de l'Etat et des partis politiques.

* Cette politique, comme telle, est toujours à faire, à actualiser: le léninisme est le marxisme référé à la nécessité de conquérir l'Etat et de le détruire. Donc, une politique qui va s'investir dans la question de la prise du pouvoir, avec comme élément central: le parti. Le problème, c'est qu'après la mort de Lénine, le parti va s'engager dans la voie du parti/Etat: alors que la politique communiste est antagonique à l'Etat, on va vers le renforcement de l'Etat, vers une politique qui réconcilie, qui vise à fusionner le communisme ET l'Etat (socialiste), avec le parti comme agent de cette fusion. Cette politique fonctionne dès lors comme justification de l'Etat soviétique et, pour lui sauvegarder une conformité apparente, on convoque le marxisme: on le met à la remorque du léninisme par l'opération-tiret: Marxisme-Léninisme. Cette référence va devenir inéluctablement, avec l'évolution de l'U.R.S.S., la référence d'une po-



Ursus, Mars 1981.

litique qui, dans la réalité, est anti-marxiste et anti-léniniste.

* Quand les polonais réfutent massivement cette référence, rien ne sert de leur dire qu'il y a malentendu, méprise, qu'il s'agit en fait de dénoncer les « faussaires » du marxisme-léninisme: ce serait une façon forcée de sauver coûte que coûte du naufrage une référence dont il faut se résoudre à faire son deuil. On peut d'ailleurs se demander si la formule maoïste bien connue (pour dénoncer les réactionnaires) « ils utilisent le drapeau rouge pour combattre le drapeau rouge » ne procède pas, au fond, de la même ambiguïté...

AUTREMENT DIT: Le mouvement polonais est-il en train de remettre la pendule du marxisme à l'heure ? L'exposé ne prétend pas répondre à la question. Il vise à seulement en poser les termes en se référant (documents à l'appui) au rapport que Solidarité entretient à ces trois référents en crise que sont: l'Etat Socialiste, le Marxisme-Léninisme, le parti. Pour en donner un aperçu « récréatif », quelques déclarations pêchées à la volée:

- «Prolétaires de tous les pays... je vous présente mes excuses sincères. Karl Marx» (Le petit gréviste de la Baltique, journal satirique).
- Un ouvrier de Gdansk qu'on interrogeait sur le contrôle ouvrier: «en somme, nous remarquons l'usine».
- Des ouvriers de Gdansk, en réponse à la question: «n'êtes vous pas influencés par le capitalisme occidental ? », répliquent: «pas question de rendre les chantiers navals à la famille Lénine»...

-2) DOCUMENTS CONSULTÉS:

- Brochure «Le dossier de Solidarité» de la revue «L'Alternative» (Maspéro): documentation très complète, avec de nombreux débats internes à Solidarité, et tout particulièrement:

- une conférence (à mon avis remarquable) de Michnik (p 63).
- les dirigeants de Solidarité face au pouvoir (p 72).

- le Congrès (p 158).

- De l'autogestion aux partis politiques (p 166).

- Le programme de Solidarité (p 181).

- Articles parus dans Libération (12 et 13 Janvier 82) sur la réunion de la Commission Nationale de Solidarité tenue la veille du coup militaire.

Je me suis intéressé à la façon dont se trouvaient posées les questions relatives à l'Etat, aux partis, au marxisme-léninisme, à l'idéologie chrétienne et à l'Eglise...

-A) LES RÉFÉRENCES IDÉOLOGIQUES:

* IDÉOLOGIE CHRÉTIENNE-ÉGLISE:

Il s'agit de ce qui animerait profondément les polonais, aux dires de certains de nos objecteurs qui y voient là un relent d'obscurantisme peu ragoûtant (voir polémique dans «Les Temps Modernes»). Des comparaisons avec les Ayatollahs, entre autres, nous sont souvent opposées... Trois remarques:

-1) Les tentatives de «confessionnalisation» de Solidarité ont existé: elles ont échoué. Solidarité se définit comme un mouvement laïc et prend soin de se démarquer de ce genre d'amalgame avec l'Eglise.

-2) Il est dit et redit que l'Eglise est considérée comme une alliée, au reste peu sûre, mais «extérieure au mouvement». De toute évidence, jusqu'ici, c'est Solidarité qui est resté maître du jeu dans le rapport à l'Eglise, utilisant le fait que celle-ci est obligée d'apparaître du côté de Solidarité si elle veut rester, aux yeux des gens, une force politique indépendante de l'Etat (condition de sa crédibilité). C'est la contradiction Solidarité/Etat-P.O.U.P. qui dicte sa loi à l'Eglise.

-3) Il y a une référence fréquente à l'Eglise, mais en tant que force politique: Michnik dit qu'il faut s'en inspirer, en tirer des leçons, car elle fournit, dit-il, un modèle de «modus vivendi» avec le pouvoir. Il fait là référence et analogie avec la première phase de Solidarité, où il s'agissait



Meeting Wrocław Juillet 1981.

de se consolider dans la «coexistence» avec le pouvoir d'Etat. Mais les choses s'en tiennent là, à lire le développement même de Michnik: «...aujourd'hui, la question est de savoir quel type de modus vivendi avec le pouvoir cherche l'Eglise: essaiera-t-elle de construire autour d'elle et de diriger une institution politique monolithique? Dans ce cas, aurions-nous ce que craignent les observateurs occidentaux, à savoir une sorte d'Iranisation de la Pologne, avec d'un côté un Shah qui arrive à peine à se tenir debout, et de l'autre un Ayatollah puissant qui ne pense qu'à renverser le régime? Je vois bien de telles tendances dans notre Eglise. J'en vois aussi d'autres, notamment une tendance à la 'paxisation': dans cette dernière perspective, l'Eglise aurait de grandes libertés confessionnelles au prix d'une nouvelle variante de l'alliance entre l'autel et le pouvoir...».

On voit ici que, si référence à l'Eglise il y a, c'est une référence politique, de la part d'un mouvement qui cherche peut-être, justement, un repère autre que le parti-Etat repoussoir...

* LE MARXISME-LÉNINISME:

Discours de la «bourgeoisie rouge», discours du «mensonge», sur lequel se fonde la domination du Parti-Etat. Michnik, encore, et cela me paraît le fond de sa conférence, est tendu vers ce but: il réfléchit l'histoire du mouvement ouvrier polonais depuis 1956 (premières grèves de grande ampleur, amenant Gomulka au pouvoir). Il réfute absolument l'idée selon laquelle les polonais se sont laissés imposer le «modèle soviétique» sous la terreur. Il pose là la question: comment le soulèvement de 56 contre la dictature de l'U.R.S.S. a-t-il pu accoucher de Gomulka comme «homme providentiel», et cela jusqu'en 1970? (Gomulka est balayé par l'émeute de Gdansk). Question incontournable. Michnik avance le raisonnement suivant: les dirigeants du mouvement de 56 ne voyaient pas d'autre issue que de régénérer le parti, que d'y entrer, pour faire pression sur l'Etat, assurer une meilleure représentation des ouvriers à ce niveau. En somme, dit-il, ils pensaient le rôle des masses, les tâches de l'avant-garde, dans les termes mêmes du

discours de l'oppression: régénérer le parti pour peser sur l'Etat. «...Ce qu'il faut souligner aussi, quand on analyse la crise d'Octobre 56, c'est la faiblesse de la société. L'explication en est que tous les centres de pression sur le pouvoir se trouvaient à l'intérieur même du parti. Le mouvement n'a pas perdu parcequ'il a soutenu Gomulka, mais parcequ'il s'est identifié à lui, en identifiant du même coup ses intérêts à ceux d'un certain appareil du parti... ainsi le débat a-t-il été mené, non en termes de réalités concrètes, mais en termes d'idéologie: le socialisme pouvait-il être meilleur, ou pire? Le marxisme devait-il être ouvert, ou fermé? Ce type de débat a empêché l'aile gauche de l'Octobre polonais de formuler avec précision sa véritable identité...». Bien sûr, Michnik n'utilise pas le «vocabulaire» marxiste. Mais ce qu'il dit là, me semble-t-il, c'est que les ouvriers de 56 avaient intériorisé, pensaient dans une certaine «culture politique» homogène au marxisme-léninisme, où il s'agit d'articuler lutte de classe et Etat via la médiation du parti, où l'on ne pense pas dans l'indépendance, dans l'autonomie. «... Encore une fois, l'appareil avait imposé à la société démocratique son langage...». Et aussi: «...la réalité était horrible, et on ne savait plus la nommer...».

Plus loin, mais c'est dans le même fil, il dit que l'acte de rupture d'Août 80 est d'abord dans la capacité des ouvriers à dire non (le «liberum veto»), et, ce faisant, de pouvoir se tracer des tâches pratiques. Il va même jusqu'à définir une théorie de l'idéologie (du mouvement) de l'ordre de l'«après-coup»: il n'y a pas dit-il, d'idéologie constituée du mouvement. Il y a des tâches, ce qu'on veut, des pratiques, et l'«idéologie» viendra après sous la plume de «nos intellectuels». Il répondait là à une question étrange sur la possibilité de construire une idéologie sociale progressiste au mouvement, «capable d'entraîner l'adhésion».

Ce qui m'intéresse dans ce passage, c'est ceci:

- il y a invalidation du Marxisme-Léninisme en tant que système de référence théorique, politique, idéologique, qui postule que la logique de la révolution et celle de l'Etat sont homogènes, et que le parti est le garant de cette unité.



Août 80: les envoyés
du P.O.U.P. aux négocia-
tions de Gdansk.

- il y a affirmation que la Société doit devenir «son propre sujet».

- que la politique à mettre en oeuvre se définit par des tâches, et non d'abord par référence à un principe organisationnel ou à un «code de pensée».

- mais il y a plus, où l'universalité de la situation polonaise joue pour nous, ici et maintenant (ce par quoi elle est, justement, universelle): comment ne pas voir la rupture, accomplie en Août 80, avec tout un système de cadre de pensée, de représentation de la politique, de la place des ouvriers et du peuple, absolument commun entre, si l'on veut, les ouvriers polonais de 56 et les ouvriers français d'aujourd'hui:

= en 56, en Pologne: on se défie du syndicat et du POUP/Etat, on se révolte contre l'oppression qu'ils véhiculent, mais on pense que l'avenir est dans la régénération du parti, ou, plutôt, dans le fait qu'il est le seul garant de ce que les ouvriers pourront se faire entendre de l'Etat, y faire sentir leur pression...

= en 81, ici: remplaçons terme à terme P.O.U.P. par P.C.F... Au delà des «différences objectives», le fait de conscience est le même. C'est la même culture politique, le même code de pensée, la même vision dans les mêmes verrous institutionnels: luttes ouvrières-parti-Etat. Vision systématisée, peut-on dire, par le marxisme-léninisme et son point de butée: le parti-Etat. Le point de rupture, Août 80: la société ne pense plus dans l'élément de l'Etat, du parti, etc... L'universalité de la Pologne, c'est quand on peut dire: il y a des ouvriers quelque part dans le monde qui rompent avec ce qui était jusque là la mentalité dominante en matière de politique. Un temps est révolu, s'ouvre une autre époque, d'autres modes de pensée.

-B) L'ETAT:

Le débat traverse plusieurs périodes.

a) PÉRIODE INITIALE: elle est marquée par un travail de la classe ouvrière sur elle-même (création de Solidarité et son extension), et sur la société entière (alliance: avec les intellectuels, les paysans, etc...), où la question en débat est: quelle tactique pour protéger ce travail tout en coexistant avec l'Etat: ne pas s'exposer trop vite aux coups de l'Etat ou de l'U.R.S.S. Toute la tactique du mouvement va dans ce sens, à travers divers moments (grèves, compromis...). Le fait même que le mot coexistence soit employé est révélateur: on a dès le début, c'est l'essence du mouvement, l'idée du non-conciliable, sinon de l'antagonique ouvert, entre la société et l'Etat. Coexistence signifie peut-être que

la cumulation des éléments antagoniques n'est pas arrivée à maturation. En tout cas, on n'y voit nullement ni l'idée que l'Etat pourrait s'accommoder de Solidarité, ni même qu'une autre forme d'Etat serait le but assigné au mouvement. Je reviendrai sur ce point.

Ce n'est pas l'Etat, sous sa forme actuelle de dictature social-fasciste, ni même le principe d'un «autre» Etat, qui dicte son pas à Solidarité. C'est la séparation des deux termes qui est posée: la société, et l'Etat.

Il y a ce qu'on pourrait appeler l'au-delà de l'Etat. Il y a la vision que la logique du mouvement engagé (Solidarité n'emploie pas le terme de luttes de classes) n'est pas homogène avec la logique d'Etat.

La preuve, c'est qu'il y a alors de très vifs débats qui traversent Solidarité sur la question des initiatives de gestion (le contrôle ouvrier sur l'approvisionnement, la production et la distribution): faut-il le faire, oui ou non. A mon avis, les réticences, nombreuses, les hésitations là-dessus ne sont pas fondamentalement référées aux réactions de l'ennemi, la nécessité de ne pas le provoquer en empiétant sur ses plates-bandes, etc... mais sur les réticences de Solidarité à s'engager sur un terrain où il risquerait d'apparaître lui-même comme une force étatique, gestionnaire, et cela d'autant plus facilement que l'Etat est en faillite totale sur ce point. Tout pousse Solidarité à s'y engager, mais il freine des 4 fers: il faut conserver le tranchant contestataire du mouvement, ne pas bureaucratiser Solidarité en l'avalant dans des tâches de «romain», ne pas entraîner une passivité des ouvriers (Bujak déclare: «ils attendent des miracles de nous»). Cette position de scrupule anti-étatique ne va pas s'avérer tenable avec la réapparition de mouvements spontanés (hors de Solidarité): les marches de la faim, qui rappellent l'arrière-fond de la crise terrible que traverse la Pologne, et résonnent comme un signal d'alarme pour Solidarité.

b) DANS LA 2ème PÉRIODE: elle ouvre la question: Solidarité et le mouvement social ne peuvent s'imposer que s'ils sont en même temps un mouvement anti-crise. Bref, il faut s'occuper des affaires de l'Etat, complètement disqualifié, parasitaire, etc... Mais à condition que ce soit l'affaire du maximum de gens, et que Solidarité, comme le dit Geremek, ne devienne pas une force de pesanteur institutionnelle, finalement conservateur. C'est le grand débat et la décision finale (fort inégalement pratiquée) de l'autogestion: mise en place de structures dites «autogestionnaires» au niveau des entreprises, puis des régions, visant à contrôler toutes les activités économiques et sociales d'une région.

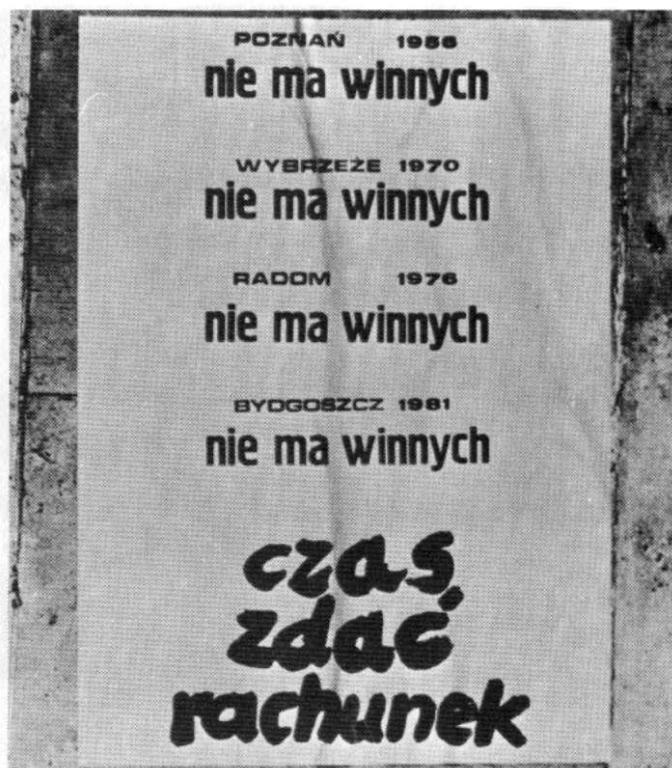
Remarque: on voit que le terme autogestion n'est, en lui-même, évocateur de rien du tout, si on ne le réfère pas à des pratiques et des enjeux politiques: non pas ceux, vagues et mous, de nos autogestionnaires locaux, où il s'agit d'obtenir de l'Etat des «espaces de liberté», un droit de regard formel des ouvriers sur les affaires de l'usine, mais bien d'une forme possible d'organisation sociale qui s'empare des affaires de l'Etat pour le faire déperir, pour faire en sorte qu'il devienne un «demi-Etat», et non plus un instrument séparé de la société, fait de «détachements spéciaux» de fonctionnaires et d'hommes armés, comme le formulait Lénine. De tout cela, de cette visée anti-étatique, communiste dans son fond, le mouvement polonais est sans doute porteur. Il a sans arrêt, formulée de mille façons, la hantise de reconstituer, à travers l'autogestion, une bureaucratisation, une pesanteur gestionnaire étatique, et aussi la nécessité de trouver des formes nouvelles. Les polonais ne se gargarisent jamais avec cette histoire d'autogestion: si c'est une forme qui peut briser la passivité des gens devant les tâches habituellement préservées aux «experts» et développer l'initiative, alors, allons-y !... C'est toujours référé à un enjeu politique anti-étatique interne, et non à l'emblème d'un mythe «contre-pouvoir» comme ici. Toujours, le point de repère des débats est: comment développer la capacité politique du peuple (la Société), lui faire remporter des victoires sur lui-même. Etre communiste, dans un tel contexte, c'est poser la question de l'Etat non seulement dans les termes de sa «conquête», mais de son déperissement. Question sur laquelle, on le sait, le marxisme-léninisme a totalement failli en U.R.S.S.

c) LA 3ème PÉRIODE: est celle où la question du pouvoir d'Etat, de sa conquête est posée comme telle à échelle de masse, publique. Bujak raconte que dans un meeting à Ursus, «c'est seulement quand j'ai dit que tous ces mouvements autogestionnaires conduisaient à prendre le pouvoir que les gens ont dit O.K.».

Par conséquent, tout débat de la dernière commission nationale (la veille du coup militaire) tourne autour de cette question: le problème, c'est que tous sont d'accord pour penser qu'ils ne sont pas prêts, les mouvements autogestionnaires n'occupent que 20% des usines... La question, d'ordre tactique, semble être: par quelle initiative matérialiser, aux yeux des masses, une avancée sur cette question du pouvoir d'Etat, de sa conquête ? Le débat, très complexe, tourne autour d'un système de représentation à la Diète, à travers des élections libres (les formules avancées sont diverses: gouvernement provisoire expert/P.O.U.P./Eglise, 2 chambres pour consolider le contrôle ouvrier, l'autogestion, et d'occuper le terrain «politique» au sens quasi parlementaire du mot.

Il est difficile de voir à l'œuvre une conception de la conquête du pouvoir d'Etat, une politique là-dessus. On a l'impression que Solidarité est tendu vers la cumulation d'initiatives politiques, leur diversification, leur extension à un maximum de couches sociales et de milieux, animé par une pensée, pourrait-on dire, du non-Etat, où se retrouvent des formes plus ou moins héritées de la Commune de Paris, des Soviets, des Comités Révolutionnaires ou des Communes Populaires de la Révolution Culturelle.

Le souci de ne pas être trop vite dans l'antagonisme ouvert à l'Etat, caractéristique de la première phase (la «co-existence»), le souci ensuite de développer l'initiative de masse vers le déperissement de l'Etat (deuxième phase, de l'autogestion), tout cela montrait la grande lucidité politique de Solidarité. Mais, à l'amorce de la troisième phase, où la subjectivité de masse pousse ouvertement à la conquête de l'Etat, en tout cas pose le problème, on a l'impression de quitter un peu la réalité. Comme il ne semble pas qu'il y ait là une politique encore trouvée, le débat vient, à mon avis, se meubler de considérations assez imaginaires sur les élections, l'instauration d'un système d'allure parlementaire... qui apparaissent non seulement un peu déconnectées du réel où se tenait jusque là Solidarité, voire même carrément aventuriste comme le soulignent d'ailleurs plusieurs intervenants, mais sans formuler d'alternative, cependant. Bref, une sorte de «fuite en avant».



Une affiche polonaise de 1981:

«Poznan 56: pas de responsable; Baltique 70: pas de responsable; Radom 76: pas de responsable; Bydgoszcz 81: pas de responsable. IL EST TEMPS DE RENDRE DES COMPTE».

(Ce document et les photos sur la Pologne de ce numéro sont diffusées par Solidarité en Europe).

C) Cependant, en creux du débat, se trouve posée, et c'est remarquable, la question du parti, ou plutôt des partis, car on comprend bien, comme le souligne Kuron, que l'histoire du parti unique devenu Etat fonctionne comme un puissant repoussoir aux yeux des polonais. Tout sauf cela, plus jamais cela. Il est à noter que cette question des partis surgit au moment où surgit la nécessité de l'assaut contre l'Etat. Que la question des partis, de la forme parti, soit alors posée comme nécessité extérieure à Solidarité, même si c'est sous la forme assez ancienne et parlementaire («des partis représentants diverses couches sociales de la société», est-il dit). Solidarité n'a pas vocation à être le parti, mais il veut «animer la vie politique de la société, susciter l'apparition d'organisations diverses travaillant sur des programmes dans des domaines et milieux différents»: c'est ce que dit Milewski, qui propose d'ailleurs la création d'un «parti polonais du travail», mais très curieusement sans en poser le contenu ni les perspectives... On n'en saura pas plus, le débat étant provisoirement interrompu par le coup militaire...

Ce qu'on peut dire en tout cas, c'est que cette question du parti surgit comme nécessité connectée à la question du pouvoir d'Etat, mais figurée «en creux», avec comme références: le parti-Etat d'un côté, les partis «parlementaires» de l'autre. Question ouverte, où, là encore, se mesure à tout le moins la contemporanéité absolue de cette question du parti, comme point d'échappement, comme trou de la politique communiste aujourd'hui, nœud de l'affaire.

La crise du marxisme et le post-léninisme

Comment réfléchir la crise du marxisme, selon quels repères, et avec quels enjeux ?

- I -

LA CRISE DES RÉFÉRENCES

Les références sont principalement de trois ordres: l'État socialiste, la capacité ouvrière à pratiquer et formuler une politique révolutionnaire et enfin le marxisme-léninisme. Il est très important pour nous d'assigner la crise du marxisme à la crise de ces trois références, et non simplement à l'une d'entre elles. La crise du marxisme est totale (et non partielle), elle porte sur la question de l'État (crise du socialisme), sur la capacité politique prolétaire (en particulier dans les pays impérialistes), et sur le dispositif politique-théorique-idéologique (le marxisme-léninisme). Nous examinerons, dans une deuxième partie ce qui, à notre sens, constitue le principe d'unité dans la crise de ces trois référents: la question du parti.

Prendre position sur la crise du marxisme exige que l'on réfléchisse dans leur articulation l'ensemble de ces trois références, et leur situation de crise. C'est là à notre sens une démarche marxiste pour investir la crise du marxisme, et nous ne savons que trop bien que la crise du marxisme est prétexte à des théories et des philosophies dont l'esprit essentiel est de tenter de discréditer et d'enterrer le marxisme au nom même de l'existence de sa crise. Le marxisme est dans sa nature une politique - ainsi que le spécifie clairement Marx dans sa lettre à Weydemeyer - la politique communiste (pour le communisme, l'abolition du salariat, la réduction des grandes différences, l'extinction de l'État et des partis politiques), politique communiste irréductiblement antagonique à la politique bourgeoise (pour la capital, l'impérialisme et l'État).

Si crise du marxisme il y a, c'est donc celle d'une politique, de la politique pour le communisme, ce que nous appelons au sens strict la politique marxiste, et cette crise porte sur l'État socialiste, sur la référence prolétaire et sur le parti. Il y a une crise de la politique marxiste, elle ne peut s'envisager que dans la totalité de ces trois éléments. A les traiter séparément, la crise du marxisme comme crise politique est contournée. Si nous ne pouvons dire qu'examiner cette crise dans toute sa complexité garantit sa résolution, ne pas le faire interdit à coup sûr jusqu'à l'hypothèse même de son éventuelle résolution.

-1) Crise de l'État socialiste:

Il s'agit de l'État socialiste, de la dictature du prolétariat, de la phase de transition entre capitalisme et communisme. L'expérience des États socialistes interroge non seulement sur la phase de la transition elle-même, mais aussi sur la dialectique révolution et État socialiste. Le devenir des États socialistes met en cause non seulement leur logique interne après la prise du pouvoir, mais aussi la genèse de la prise du pouvoir, à savoir la révolution. «L'État et la révolution» est une question d'une grande acuité, non seulement en regard des pays dominés par le capitalisme et l'impérialisme, comme le soulignait déjà Lénine en 1917, mais également en regard de l'expérience des États socialistes.

Trois exemples significatifs:

- A. L'U.R.S.S. et le Vietnam
- B. La Chine.

-A) U.R.S.S: le stalinisme, le révisionnisme moderne, l'expansionnisme militaire (Tchécoslovaquie, Afghanistan).

VIETNAM: la genèse de l'État vietnamien, la guerre de libération nationale trouve son inversion exacte dans l'invasion et l'occupation du Cambodge.



Le «Marxisme-Léninisme» des chars.

En regard du marxisme et du léninisme, ces expériences socialistes se portent mal, ces États ne sont pas à proprement parler une réussite, au vu de leur devenir.

L'expérience de l'Union Soviétique est centrale et première. Société d'oppression à l'intérieur, de domination et tenant d'un nouvel impérialisme à l'extérieur, l'expérience de l'État soviétique produit pour la première fois une nouvelle forme de capitalisme - le capitalisme bureaucratique d'État - et d'impérialisme lui correspondant; s'illustre là la thèse de Lénine sur la précarité de la phase de transition et sur le fait que les luttes de classe, fût-ce dans des formes nouvelles, y redoublent et que la double polarité de la société socialiste est d'un côté le capitalisme, de l'autre le communisme: si la polarité du processus du communisme ne l'emporte pas, c'est celle du capitalisme qui devient dominante, non pas à proprement parler dans un processus de restauration des formes anciennes, mais plus par la création de formes nouvelles. Paradoxalement le socialisme peut être créateur de nouvelles phases vers le communisme - la Révolution Culturelle l'a largement illustré même si elle n'a pas abouti, mais la Commune de Paris non plus en son temps - mais aussi créateur de nouvelles formes du capitalisme, avec le développement du capitalisme bureaucratique d'État.

-B) CHINE: tentative de la poursuite de la lutte des classes sous le socialisme et d'un nouveau politique du parti et de l'État. En la matière, la Révolution Culturelle se solde par un échec.

Au regard de l'histoire des États socialistes, l'hypothèse avancée est que la pesanteur conservatrice et nationaliste de l'État, fût-il socialiste, semble pour l'instant l'emporter sur la dynamique de classe; la logique de l'État l'a emporté sur celle de la révolution et s'est déployée dans une nouvelle stratégie et une nouvelle terminologie, une politique de domination intérieure, voire extérieure.

L'État socialiste est un référent en crise parce que le bilan des États socialistes, tout spécialement celui de l'URSS, est mauvais. Aujourd'hui, le socialisme n'a plus de patrie, le marxisme n'a plus de référence en terme d'État socialiste. C'est une situation qu'il faut accepter. Le socialisme - au sens de la phase de transition, de la dictature du prolétariat, d'une étape nécessaire mais transitoire vers la société communiste - n'a plus d'État.

L'idée et le principe de la révolution ne s'incarnent plus dans un État. Cette dissociation nécessaire de la révolution et de l'État est essentielle.

Le marxisme doit critiquer ceux qui le présentent comme un modèle étatique, il doit faire le bilan et le procès de l'étatisme. La révolution doit reconquérir son autonomie et sa différence d'avec l'État. L'État ne peut plus être à soi seul la référence de la révolution. Dans le socialisme comme dans le capitalisme, même si les modalités sont complètement différentes, État et lutte de classes sont antinomiques. On a aujourd'hui affaire à une situation où la dissociation de la révolution d'avec l'État, en vérité le refus d'assimiler la politique à simplement la question de l'État, prend le contre-pied de la tradition de la IIIème Internationale et de ses organisations, également celui de l'anarcho-syndicalisme et de la IIème Internationale. A ce qui était à la fin du XIX ème siècle le mot d'ordre de la révolution sociale, voir de l'État-social, la IIIème Internationale a substitué l'État soviétique; si la nature de la référence a changé, sa logique interne est restée cependant identique: une politique peut se définir en désignant le type d'État auquel elle aspire.

Cette vision politique est aussi celle d'une certaine culture politique: la tradition culturelle de la politique est celle qui ordonne la culture politique générale et spontanée à la question de l'État. On pourrait presque dire que la forme spontanée de la représentation politique a l'État comme noyau, et oppose éventuellement différents modes d'États.

Marx («Critique du Programme de Gotha») et Lénine («L'État et la Révolution») combattent cette conception en présentant la dictature du prolétariat comme donnant naissance à un État qui n'en est plus vraiment un, un «demi-État» disent-ils. Si la politique marxiste a la société communiste comme propos elle ne peut avoir l'État comme centre, mais bien le processus de sa destruction par étapes, dans la logique de la lutte des classes et de la révolution.

Sur le plan théorique, la question de l'État a été au centre de l'idéologie politique au XXème siècle, et de ce point de vue la diffusion de la IIIème Internationale est due à cette approche culturelle de la politique.

L'étatisme était le cadre de propagation de la révolution, la culture politique est jusqu'à maintenant étatique, et en ce sens étrangère au communisme.

D'où le faible effet mondial de la GRCP (la révolution culturelle). La compréhension de ce qu'elle est est impossible dans cette tradition culturelle de la politique. La Révolution Culturelle propose une vision politique en contrepied de ce cadre dominant.

Sa diffusion relativement réduite au niveau mondial ne s'explique pas seulement au regard du conflit sino-soviétique, la Révolution Culturelle chinoise, à la différence de la révolution d'Octobre, ne propose pas de modèle alternatif en terme d'État. Elle est hétérogène aux représentations dominantes de la pensée politique.

Dans les conditions du socialisme, la révolution culturelle prend pour cible une grande fraction du parti soutenant une politique d'État, jugée oppressive et hostile à l'avancée vers le communisme.



L'époque groupusculaire du Marxisme-Léninisme va vers sa fin (1975).

Elle se situe plus dans la logique de la révolution et du communisme que dans celle d'un nouveau modèle étatique.

Ce n'est pas l'Etat qui est le principe d'universalité de la politique marxiste, mais bien le processus du communisme dans le déploiement des luttes de classes et des révolutions.

-2) Crise politique de la classe ouvrière.

Ce qui est en jeu est la capacité ouvrière à une politique révolutionnaire, à une politique marxiste. La politique marxiste ne s'envisage pas hors de cette assise, plus encore, c'est l'existence d'une capacité politique prolétaire qui fonde le principe de déploiement de la politique marxiste. Dans le champ du marxisme, il ne peut y avoir de politique marxiste sans ouvriers marxistes, du moins dans le moyen terme. La situation politique de la classe ouvrière est donc une question essentielle.

Cette situation est mauvaise, voire désastreuse dans la quasi totalité des pays impérialistes. En France, rien depuis 1947 ne vient confirmer l'existence d'une volonté ouvrière révolutionnaire et quelle que soit la part qu'il y joue, cet état de fait ne peut être assigné à la politique du P.C.F.; tout au contraire, le maintien par le P.C.F. de certaines bases ouvrières est le signe de cette situation de crise et non sa cause.

Les références ouvrières positives contemporaines viennent de Chine (1966-67), de Pologne (1970, 76,80-81).

Dans un pays comme la France, l'hypothèse de la capacité politique prolétaire, donc l'hypothèse de la politique communiste est critique. Elle n'a pas de base empirique consolidée, sa confirmation est essentiellement à venir. La crise de la référence ouvrière exige, pour que soit maintenue la possibilité même d'une politique marxiste, que soit rappelée la distinction de Lénine entre la classe ouvrière comme classe sociale et la classe ouvrière comme classe politique. Si sa simple existence sociale constituait à soi seule la classe ouvrière en classe politique, alors la classe ouvrière serait aujourd'hui politiquement constituée puisqu'elle existe socialement. Plus, affirmer aujourd'hui qu'en France par exemple la classe ouvrière est constituée dans son autonomie et sa spécificité politique reviendrait à dire que la classe ouvrière pratique et formule la politique prolétaire, la politique marxiste. Ce qui reviendrait donc à dire que la politique ouvrière d'aujourd'hui est la politique marxiste, et que donc la politique marxiste serait constituée par l'interiorisation des catégories de la société impérialiste, des rapports de concurrence entre ouvriers, du racisme, du sexisme, etc... au mieux, de révoltes dispersées et non cumulatives, car telles sont aujourd'hui les caractéristiques d'ensemble de la classe ouvrière. Si la politique prolétaire, la politique du communisme est maintenue comme hypothèse, comme vecteur de la transformation, de la rupture possible de la situation actuelle, alors il faut reconnaître que la situation politique actuelle de la classe ouvrière est extrêmement faible; sinon l'on renonce de fait au marxisme.

Les catégories de l'anticapitalisme, et de l'antiimpérialisme n'ont pas d'existence significative dans la classe ouvrière, du moins à un niveau de masse. Le syndicalisme s'est constitué dans la période moderne comme un appareil d'Etat inscrivant la contradiction capital/travail non dans le champ de la politique ouvrière indépendante, mais dans celui des tensions sociales homogènes aux sociétés impérialistes parlementaires.

Le syndicalisme participe pleinement de la tradition culturelle étatiste de la politique; c'est la forme qu'elle revêt dans l'espace particulier de l'usine.

De même que la crise de l'Etat socialiste amène à différencier Etat socialiste et lutte de classe, révolution et question du communisme, de même la crise de la référence ouvrière exige une différenciation radicale, en ce qui concerne la classe ouvrière, entre son existence sociale et la capacité politique prolétaire.

-3) La crise du marxisme-léninisme.

Le marxisme-léninisme était un ensemble politique et idéologique qui assurait l'unité, voire la fusion des deux références précédentes; au travers de la IIIème Internationale, la défense de l'Union Soviétique, celle de la révolution mondiale, et la politique ouvrière communiste relevaient d'un dispositif unifié dont le marxisme-léninisme était le ciment.

Quels sont les signes de la crise du marxisme-léninisme ?

L'ECHEC DU MAOISME EN CHINE. Mao Tsé Toung se voulait marxiste-léniniste tout en faisant un bilan très sévère de Staline. La poursuite de la lutte des classes dans le socialisme dont Mao rappelle, comme Krouchtchev, l'importance est un thème très présent chez Staline, bien qu'il la conçoive comme relevant principalement d'un travail du parti sur lui-même (épurations successives et élimination physique des opposants politiques); pour Staline la lutte de classes est largement assignée au parti et à l'Etat, ce qui se passait dans la société étant considéré comme un effet induit ou simplement un inducteur.

En impulsant et en soutenant la révolution culturelle, Mao Tsé Toung tente de donner une forme politique aux luttes de classes dans l'ensemble de la société. La cible en est le parti et la tentative de le réadosser aux masses et non plus exclusivement à l'Etat.

La révolution culturelle est une tentative de mise en crise du parti-Etat avec pour objectif de voir émerger une nouvelle forme de parti ayant pour spécification principale la lutte révolutionnaire ouvrière et populaire; et non plus l'Etat simplement. Pour Mao Tsé Toung la crise du socialisme est une crise du parti. Staline cherchait à la résoudre dans une logique étatique et policière, Mao Tsé Toung par la mobilisation des masses à l'assaut du parti et de l'Etat. Est tentée l'édification d'un nouveau parti, celui de la politique de la révolution culturelle, capable de maintenir la dissociation entre la révolution et l'Etat, entre la poursuite de la lutte des classes et l'Etat socialiste. Cette tentative a échoué et Teng Hsiao Ping incarne le retour au parti-Etat.

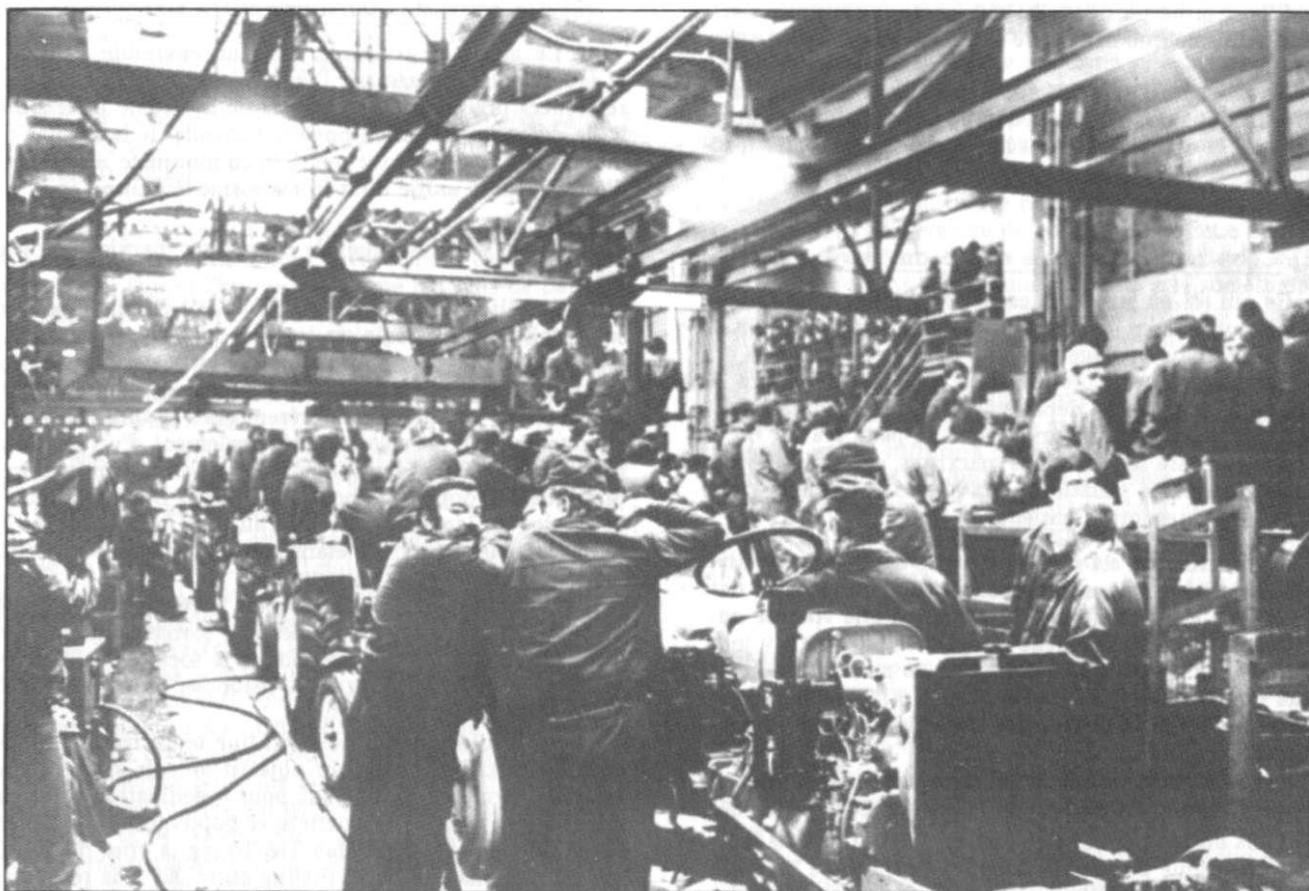
On peut dire que Mao Tsé Toung est marxiste-léniniste en ce qu'il continue d'assigner au parti la réalisation de l'unité entre la lutte des classes et l'Etat, et qu'il est maoïste en ce que ce sont les masses et non la police politique qui montent à l'assaut du parti.

Après l'échec de la logique stalinienne, de préservation du parti - logique étatique et interne au parti lui-même - la Révolution Culturelle se solde par un échec celui de la régénéscence du parti par les masses.

L'échec de la Révolution Culturelle signe définitivement celui du marxisme-léninisme, celui de l'impossible unité entre la logique de la révolution et celle de l'Etat, fût-il socialiste.

L'EXPERIENCE POLONAISE ACTUELLE. En tant que référence, le marxisme-léninisme est l'objet d'un discrédit de masse total. Il est considéré comme organique au P.O.U.P. et à l'U.R.S.S. Il est pour les polonais ce au nom de quoi sont légitimées l'oppression et la domination. Il faut considérer cette situation comme significative. Le rapport des ouvriers polonais au marxisme-léninisme ne relève ni d'une méprise, ni d'un malentendu, ni d'une insuffisance de culture politique. Au travers de son mouvement et de Solidarité, la classe ouvrière polonaise fait la preuve - jusqu'à aujourd'hui du moins - de sa capacité politique non seulement dans l'espace des usines mais aussi en regard de l'ensemble du peuple. A ses yeux le marxisme-léninisme est le discours du mensonge de la « bourgeoisie rouge », c'est ainsi qu'aujourd'hui tout un peuple qualifie le marxisme-léninisme.

Et rien ne sert de dire aux polonais que les dirigeants du P.O.U.P. ne sont pas d'authentiques marxistes-léninistes, etc... Tenter de désembourber le marxisme-léninisme de sa connotation et de son usage étatiques est vain. L'Etat soviétique, et avec lui l'ensemble de son dispositif, se sont défi-



Ursus, Mars 1981.

nitivement appropriés le marxisme léninisme comme leur référence propre. C'est une situation irréversible.

En vérité, l'ambiguïté sur cette question est introduite par les chinois au début des années 60 quand, dans leur controverse avec les soviétiques, ils tentent de sauver le marxisme-léninisme contre le révisionnisme moderne. Or l'apparition du krouchtchévisme et du révisionnisme moderne signifiait la fin du marxisme-léninisme comme référence idéologique révolutionnaire. La suite a montré que la restauration du marxisme-léninisme dans son tranchant et sa radicalité était une entreprise largement abstraite et d'ordre plus théorique que politique. Ajoutons que là où l'expérience chinoise a été et reste une référence, en particulier la Révolution Culturelle, c'est de maoïsme dont on parle et non de marxisme-léninisme.

On peut se demander pourquoi les chinois n'ont pas en 1960 considéré que l'époque du marxisme-léninisme était close. Ils entretiennent - Mao Tsé Toung compris - à cette question, à celle de Staline et de la IIIème Internationale un rapport complexe, ensemble de violentes critiques et de sentiments filiaux. Peut-être l'Etat chinois et le Parti avec lui avaient-ils besoin du marxisme-léninisme comme idéologie officielle, et peut-être n'en disposaient-ils pas d'une autre.

Est-ce que la crise actuelle du marxisme-léninisme comme référence simultanée à la politique prolétaire et à la dictature du prolétariat ne fait que le dater comme idéologie d'une période révolue, ou faut-il aussi s'interroger sur la validité originelle du marxisme-léninisme ? La thèse qui est avancée est que dès sa formation initiale, le marxisme-léninisme est un combiné politique précaire que le devenir de l'histoire en U.R.S.S. va transformer en référence d'une politique réelle anti-marxiste et anti-léniniste. Force est de constater que dans les textes soviétiques des années 60, le marxisme-léninisme est le concept d'adossement du révisionnisme moderne qui se source beaucoup plus là que dans la critique de Staline et qui cependant, de ce point de vue, est dans un relatif principe d'unité avec Staline: la politique stalinienne comme celle de Kroutchev et de Brejnev se jus-

tifient du marxisme-léninisme, et donc cet usage, ou cette instrumentation, est possible.

Le marxisme-léninisme dans son contenu et dans son extension est une catégorie postérieure à la Révolution d'Octobre, postérieure à la mort de Lénine. C'est la première formulation historique de la période du post-léninisme; ce concept tente d'unifier et de centraliser de façon unique les processus politiques hétérogènes et relevant de logiques organisationnelles distinctes. Le marxisme-léninisme est le concept de l'unité affirmée au niveau mondial comme au niveau national de la politique prolétaire, de la révolution et de l'Etat socialiste soviétique (de la forme réalisée de la dictature du prolétariat). La crise du marxisme-léninisme, c'est très largement la crise de cette pétition d'unité, et de ce point de vue, l'expression marxisme-léninisme est elle-même malheureuse.

Examinons la juxtaposition de ces deux termes.

- LE MARXISME, si on cherche à en dégager le noyau, formule la politique prolétaire comme celle de la politique du communisme, pour l'abolition du salariat, des classes et de l'Etat. Le marxisme est la politique de la capacité prolétaire à mettre en marche et à mener à bien ce processus et pour Marx, la dictature du prolétariat est entièrement subordonnée à la question du communisme; elle est moins une étape, en termes d'Etat, qu'une phase - avec ses caractéristiques étatiques - de la marche vers la société communiste.

- LE LÉNINISME fait bilan de la Commune de Paris et de la IIème Internationale. Son noyau est la capacité prolétaire et populaire en regard de la question de l'Etat, de sa destruction et de la dictature du prolétariat. Son propos central est le parti et aussi l'insurrection, la prise du pouvoir. Après Octobre la question de l'Etat socialiste va devenir dominante et le parti va s'y investir. Le parti de Lénine va s'engager dans la voie du parti-Etat et va présenter le léninisme surtout après la mort de Lénine comme l'idéologie de ce phénomène, d'où déjà la perte d'universalité du léninis-

me dans l'usage soviétique d'alors par son assignation principale au socialisme soviétique. De là la nécessité de faire citer Marx et le communisme, d'accoler le marxisme au léninisme.

L'expression marxisme-léninisme vise à l'unité, à la fusion entre la politique du communisme et l'Etat socialiste. Le parti est l'agent de cette unité, détenteur de la politique prolétaire et dirigeant de l'Etat. Le marxisme-léninisme - dont « Les principes du Léninisme » de Staline (1924) sont les fondements - fixe à propos du Parti Communiste d'Union Soviétique sa double représentativité: d'un côté celle de la classe, de l'autre côté celle de l'Etat socialiste, du moins de son caractère de classe. Le marxisme-léninisme déploie en politique stratégique l'unité postulée de deux éléments irréductibles: l'Etat socialiste et la politique du communisme. Et le Parti marxiste-léniniste était le vecteur nécessaire de cette politique, et les Partis marxistes-léninistes, quelle que soit leur proximité ou leur éloignement de l'U.R.S.S., en particulier de l'U.R.S.S. contemporaine, ont fait du maintien de cette hypothèse leur ligne de conduite. La seule situation de rupture, et c'est ce qui fonde son importance décisive, est la Révolution Culturelle chinoise.

Au coeur du débat se trouve posée la question du Parti; elle traverse la crise des trois référents puisque le marxisme-léninisme se donnait comme principe d'unité de l'Etat socialiste et du communisme et que le Parti incarnait, matérialisait, cette unité. Dans cette analyse, la crise du marxisme se trouve inférée à la crise du Parti, au caractère périmé des formes anciennes. Dire que l'élément signifiant de l'ensemble des référents en crise c'est le Parti, désigne la positivité possible de la situation actuelle. La question du Parti cristallise et donne sens à la crise des référents en ce qu'elle en donne le principe d'actualité et de matérialité. C'est elle qui verse la crise du marxisme dans le domaine public, en citant son enjeu et donc sa possible résolution. Poursuivre trop longtemps la description de l'histoire de l'U.R.S.S. et des pays socialistes finit par éloigner de la politique et par rapprocher des études savantes; il faut savoir conclure.

La crise de la capacité ouvrière dans les pays impérialistes, situation de fait dont il faut poursuivre l'analyse, ne porte pas à elle seule sa logique de transformation.

Quant au marxisme-léninisme on connaît aujourd'hui la vanité des entreprises de restauration et combien dans le

champ de la politique ceux qui les ont tentées sont restés proches de leur tutelle étatico-politique, qu'il s'agisse de la Chine, de l'Albanie ou du P.C.F.

C'est donc la question du Parti en quelques-uns de ses termes que nous allons examiner maintenant.

- II -

LA QUESTION DU PARTI

Ce n'est pas l'Etat qui est au centre du débat sur le marxisme, les propositions générales sur l'Etat sont bonnes, celles sur la dictature du prolétariat, la violence dans l'histoire, la guerre populaire et aussi celles sur les alliances de classes et le peuple; ce n'est pas non plus sur ces questions qu'il y a crise de la théorie marxiste-léniniste de l'Etat; elle est, pour l'essentiel, répétition stricte du léninisme. C'est le bilan du marxisme-léninisme en regard de la question du Parti qui est en jeu, il y a sur cette question un trou, les formes ont été figées depuis le début de la Troisième Internationale et Mao Tsé Toung gardera les choses en l'état.

Si la question du Parti est au centre de la crise du marxisme, comment l'aborder? En ce qui nous concerne nous proposerons deux éléments, l'un sur l'histoire du P.C.F., l'autre sur le Parti dans l'histoire de la politique marxiste.

-1) Sur l'histoire du P.C.F.

Pourquoi le projet de 1920 de créer en France une organisation révolutionnaire, référencée à la révolution d'Octobre, échoue-t-il?

1920: création du P.C.F. 1968: pour la première fois une fraction significative d'un mouvement de masse dénonce le P.C.F. comme lui étant hostile et dans un rapport de solidarité avec l'Etat gaulliste. Et ceci n'est pas seulement un phénomène étudiant, c'est également le fait des jeunes et des ouvriers.

La politique du P.C.F. en mai et juin 1968 prend son sens en regard de la situation de masse, et de ce qui s'y donnait de révolte et de nouvelle politique. Que sont les nouveautés les plus marquantes de mai 1968?

- la prise de parole, la libre parole, la volonté d'écouter et de parler, la conviction que cette liberté de pa-



LONGWY: crise de la capacité ouvrière dans les pays impérialistes.

role c'était un signe de révolte; la loi du silence - cette forme particulière de l'individualisme qui consiste à ne pas dire ce que l'on pense et à ne pas s'intéresser à ce que les autres pensent - était largement rejetée. Il y avait là une idée vivante de masse de la démocratie, non pas de la démocratie institutionnelle et juridique, mais un grand débat de confrontation d'idées, parfois de propositions pratiques; la démocratie, non comme formalisme mais comme réflexion collective, comme moyen de connaissance des masses.

- faire en sorte que le peuple se constitue en force, ce qui voulait dire: unir le plus grand nombre, jeunes, ouvriers, employés, étudiants, paysans... Briser la division d'usine à usine, entre l'usine et les quartiers, entre les bureaux, les écoles, etc... La classe ouvrière était ressentie sinon comme le dirigeant actuel, du moins comme le dirigeant futur d'un tel peuple.

- la violence de masse: le mouvement de masse en affirmait la légitimité face aux polices, face aux jaunes et aux fascistes.

Débat et démocratie de masse, volonté de constituer une force du peuple, et violence révolutionnaire, par ces trois pratiques se développait en 68 une tentative pour mettre fin à l'état d'assujettissement et de division antérieur; non que la question du pouvoir fût dans les faits à l'ordre du jour - on en était très loin. Ce qui se tentait, c'était une rupture dans le peuple, principalement dans les idées qu'il avait de lui-même, de qui le composait, de ce dont il était capable, de ce qu'il voulait et de ce qu'il ne voulait pas.

Le P.C.F. a combattu cela et s'est complètement mobilisé contre cette tentative de rupture au sein du peuple. Face à quoi se sont développés une vaste critique de masse du P.C.F. et de la C.G.T., et le dévoilement du P.C.F. comme parti politique farouchement opposé à l'autonomie du peuple. Ainsi, et c'est un aspect décisif de mai 68, une page de l'histoire politique de la France était tournée: ce qui était projet d'organisation révolutionnaire en 1920 avec la fondation du P.C.F. se déploie, 48 ans après, en son contraire.

Certes la critique du caractère anti-populaire du P.C.F. ne date pas de 1968; elle a une longue histoire et très diverse; ce qui est nouveau en 1968 c'est, et pour la première fois, une critique de masse, une critique massive.

Le P.C.F. combat un large mouvement de contestation de la société impérialiste; son antagonisme aux luttes progressistes de masse devient un fait d'opinion publique.

Deux questions sont donc posées.

La première, sur l'histoire du P.C.F.: comment comprendre la transformation du projet révolutionnaire en son contraire? A quoi l'assigner?

1920-1968 est la séquence à prendre en considération. C'est de la confrontation des deux termes de cette séquence que naît l'interrogation essentielle: à quelles orientations, à quels choix assigner l'échec de la politique de parti du P.C.F. à constituer un parti révolutionnaire?

Echec qui n'a pas entraîné sa fin, et l'a tendanciellement constitué en parti antagonique à la lutte des classes, antagonisme qui éclate au grand jour en 1968.

La seconde question porte sur la qualification de la politique du P.C.F. Comment la nommer: réformiste, ouvrière bureaucratique, révisionniste, social-fasciste... Ces catégories sont-elles pertinentes, actuelles?

C'est une question essentielle parceque, pour qualifier la politique du P.C.F., il faut caractériser la politique en France aujourd'hui, sa nature, son champ, ses formes. Ce n'est qu'en regard d'une analyse des phénomènes politiques, de la formulation de leur nature et de leurs enjeux, que l'on peut dire au vu de son propre rapport à ces phénomènes où le P.C.F. se situe, et quel adjectif lui convient.

L'analyse du P.C.F. exige donc l'investigation de la situation politique, et interroge sur les catégories contemporaines de la politique.

-2) Le parti dans l'histoire de la politique marxiste:

Qu'est-ce que le marxisme puis le léninisme indiquent de cette entité historique très singulière qu'est le parti?

- Pour Marx et Engels, dans «Le Manifeste» (1848), le parti est référé aux communistes et ceux-ci ne sont référés qu'à eux-mêmes, qu'à leur existence de fait et précisés par quelques caractéristiques générales: internationalisme, intérêt d'ensemble du mouvement, maîtrise des processus historiques de la lutte des classes. La position du Manifeste c'est que là où il y a une classe ouvrière, il y a des communistes et que l'existence même de ces communistes est le parti. D'où l'idée que là où il y a une classe ouvrière il y a un parti communiste.

Le Manifeste nous pose donc une question: aujourd'hui que sont et qui sont les communistes? Il s'agit d'un ensemble de conditions et de gens qui les remplissent. «Il y a des communistes»; prendre position sur le parti, c'est aujourd'hui prendre position sur cette pétition de principe, sous réserve que les tâches qui en découlent soient assurées, sous réserve d'en faire une pétition de principe politique.

Pour Marx, s'il y a une classe ouvrière, il y a des communistes, ceux qui assument les tâches communistes; on pourrait dire aussi que s'il y a une classe ouvrière il y a des tâches communistes et nécessité de communistes pour les réaliser.

- Lénine va complexifier ce point de vue sur la base de l'échec de la Commune de Paris, et aussi parce que cette vision des choses n'est pas totalement opératoire, surtout vers la fin du XIX^{ème} siècle. Lénine rompt sur trois points par rapport au Manifeste:

- la première est de séparer nettement le parti de la classe alors qu'il y a une quasi-identification dans le Manifeste.

- la seconde c'est que les communistes doivent former un parti distinct au contraire du Manifeste qui indique «Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers».

- la troisième différence: Lénine précise la figure du communiste, c'est celle du militant, du révolutionnaire professionnel.

Le concept unificateur de la pensée de Lénine sur le parti est celui de l'avant-garde.

Marx a introduit à l'existence «de fait» des communistes; Lénine fonde la nécessaire édification, dans les termes d'une volonté consciente, d'une avant-garde organisée.

Cette différenciation de Marx et Lénine sur l'identité concrète des communistes ne signifie pas de différence sur le projet mais sur le processus.

De plus, relevons que la référence communiste va subir une éclipse de la Commune à la III^{ème} Internationale. La social-démocratie, au sens kautskyste, va être la référence dominante dans un dispositif politique adossé aux aspirations ouvrières et au déploiement du parlementarisme, syndicalisme y compris. La référence ouvrière va l'emporter sur la référence communiste. Le premier révisionnisme, celui contre lequel Lénine va se battre, a occulté sous les catégories du mouvement ouvrier, de l'organisation politique ouvrière la qualification des communistes au sens où Marx en parlait. La qualification sociale, en terme de base de classe objective l'avait emporté sur la qualification politique.

Lénine va restituer l'exigence et la rigueur de la qualification politique dans les conditions de l'Europe des années 1900 où la logique des partis modernes devient la logique principale des phénomènes politiques et étatiques et est vécue comme telle. D'où le fait que chez Lénine la restitution de la qualification politique marxiste se déploie au travers d'un ensemble de propositions sur le parti moderne - nécessaire à cette entreprise - et contemporain du primat des partis dans la logique politique.

De ce point de vue, le concept d'avant-garde véhiculé et l'existence des communistes, c'est-à-dire s'inscrit dans la logique du Manifeste, et celle de la nature de la politique

à l'époque de l'imperialisme, ou la forme parti est dominante.

Dans la situation actuelle, Marx sur les communistes et Lénine sur l'avant-garde sont des incitations essentielles, mais dans la conviction que leur répétition est exclue; ils ne proposent pas de modèles.

L'étape actuelle de la question du parti exige la définition des tâches de l'heure. Ce sont elles qui dans leur développement induisent les nouvelles formes du parti; l'apriorisme organisationnel est étranger à cette logique.

L'organisationnel et ses formes sont subordonnés à la politique et à ses catégories contemporaines.

Cette proposition sur le primat de la définition des tâches et contre l'apriorisme organisationnel, n'est pas une clôture abstraite, dilatoire, de l'analyse de la question du parti.

Ce qui est en cause dans la crise du marxisme c'est un parti de type nouveau. C'est déjà dans ces termes que Lénine s'exprime pour sortir de la crise du marxisme marquée par l'échec de la Commune de Paris et le révisionnisme de la IIème Internationale, et que l'effondrement politique des organisations «ouvrières» face à la deuxième guerre mondiale allait révéler.

Le parti de type nouveau, dans les conditions d'aujourd'hui, dans cette presque fin du XXème siècle, échappe

bien évidemment à la prévision analytique, sinon il ne serait pas nouveau.

C'est en ce sens que l'apriorisme organisationnel est à rejeter car il est dans la philosophie de la répétition, dans celle de la pérennité des formes de la politique. Or la première exigence de la politique marxiste c'est la maîtrise du nouveau, de ce qui se dessine et se lève contre l'oppression et l'exploitation.

De ce point de vue la question des tâches communistes est le terme effectif de l'analyse de la crise du marxisme comme crise politique ayant la question du parti comme noyau.

Nous désignons la problématique ici exposée comme celle du POST-LÉNINISME qui définit la politique marxiste comme étendant la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à celle de la dictature du prolétariat ET du communisme.

La question du parti est le principe de réalité de ce dispositif politique. Le post-léninisme est un cadre pour définir le débat, la lutte entre les tendances qui vont vers un parti de type nouveau et les conceptions anciennes du parti. Il tente de formuler les termes de la modernité marxiste, et d'assurer le passage de la négativité de la crise des références à la positivité de la question du Parti.



Nous publions ici un extrait du livre d'Alain Badiou à paraître en Mars (Éditions du Seuil) sous le titre «théorie du sujet».

Il s'agit d'une série de leçons sur ce que Alain Badiou considère être aujourd'hui la problématique centrale de la dialectique matérialiste.

Cette leçon est datée du 14 Février 1977.

Il n'y a pas de rapports de classe

Le Christ, Marx et Freud, (re)fondés par St Paul, Lénine et Lacan; la révolution comme l'impossible propre du marxisme; exercice de torsion; «détruire», dit-il.

1

Je vous ai parlé de la périodisation. Je vous ai dit : la dialectique matérialiste défait le cercle de l'hégélienne par des ruptures où tout phénomène vient s'inscrire deux fois (au moins).

Le double sceau est le prix d'Histoire pour toute nouveauté.

Bien entendu, le marxisme est un phénomène périodisé. Il commence donc deux fois: avec Marx, avec Lénine. «Marxisme-Léninisme» fait Un nom du double sceau - du double nom. L'Un doctrinal du Deux historique.

Le christianisme aussi commence deux fois: avec le Christ et avec St Paul. Et notez bien que la certitude du premier commencement s'attache à la vérité du second. Sans l'activité militante fondatrice de St Paul, sans l'idée - contre Pierre - d'universaliser le message, de sortir de la Loi, d'excéder l'univers juif, qu'en serait-il advenu de cette puissance millénaire, d'où seule est lisible comme commencement l'histoire embrouillée de ce maître de secte liquidé par l'establishment palestinien qu'alors confortait la neutralité de l'Etat romain? Le temps politique de l'église universelle, dont St Paul est le Lénine atrabilaire et génial, fonde rétroactivement l'Incarnation comme fait. Entendons: comme fait du discours de cet appareil militant, conquérant.

Faut-il soutenir que l'organisation seule peut faire d'un événement une origine? Oui, dès lors qu'un appareillage est requis pour support historique d'un Sujet politique, et qu'il n'est d'origine que pour une politique déterminée.

Mais l'événement, dès qu'ainsi assigné, prend une valeur inépuisable d'anticipation critique sur cela même dont la rétroaction le fixe comme origine, comme scansion, ou comme bord.

Voyez le suspens de rétroaction et d'anticipation qui lie la 3ème Internationale à la révolution d'Octobre: là, le marxisme advient véritablement, en particulier - anticipation - comme capable d'hérésies, et, rétroaction, capable d'épopée fondatrice. Ce n'est que du léninisme victorieux que date l'existence du marxisme comme désignation discursive originaire d'un Sujet politique nouveau.

Car il n'est pas question de sujet quand fait encore défaut la langue où prononcer sur l'hérétique, et référer l'épique.

Dira-t-on que c'est de Lacan que date, en toute rigueur, le freudisme comme théorie du Sujet? Voire le

freudisme comme épopée? Pour les hérésies, elles vinrent de bonne heure. Soutiendrons-nous qu'avant Lacan, il n'y avait que doctrine ouverte, prétention scientifique pas plus aboutie, en matière de «psychologie», ni plus médiocre, que celle dont, via le Capital, on peut créditer Marx en matière d'économie?

Sans aucun doute. Il a fallu trancher entre le Je et le Moi pour isoler enfin le processus dont «inconscient» est le nom, tout comme il ne se disait qu'objectivités floues avant que Lénine fasse énergiquement révélation de ce qu'en matière de marxisme «la politique est le concentré de l'économie», et l'activité partisane le concentré de la politique.

Ce n'est pas pour rien que Lacan fait la guerre à toute rechute de la psychanalyse dans l'énergétique des pulsions, nous dirons dans l'économisme.

Le «primat du signifiant», en dernier ressort, c'est quoi? C'est le primat de l'Éthique, de l'éthique du bien dire. Et Lénine, c'est le primat de la politique, laquelle est un art - «l'insurrection est un art» - beaucoup plus qu'une science.

Lacan est le Lénine de la psychanalyse. Il le dit à juste titre, dans un passage qui n'a pas encore fait couler beaucoup d'encre:

«Marx et Lénine, Freud et Lacan ne sont pas couplés dans l'être. C'est par la lettre qu'ils ont trouvée dans l'Autre que, comme êtres de savoir, ils procèdent deux par deux, dans un Autre supposé. Le nouveau de leur savoir, c'est que n'en est pas supposé que l'Autre en sache rien - non pas bien sûr l'être qui y a fait lettre - car c'est bien de l'Autre qu'il a fait lettre à ses dépens, au prix de son être, mon Dieu, pour chacun pas de rien du tout, mais non plus pas très beaucoup, pour dire la vérité.»

(S. 20 - 89/90)

Où l'on voit que le binôme des noms s'accorde universellement au double sceau de l'origine.

Le problème de l'heure serait: où donc, à venir et faisant trois, le Mao de la psychanalyse?

Mais ce Lénine-là est bien vivant: il peut cumuler les nombres, roi se succédant à lui-même.

2

Le matérialisme de Lacan, pour ce qui nous occupe, et qui est la vérité, je le lis dans sa droiture à tenir sur la torsion, d'où s'avère qu'indexée sur le Tout, une cohérence aperçue interrompt la répétition qui le fibre.

La torsion du vrai, qui est la topologie de sa cohérence, la césure de sa répétition, et la faille de son tout, illustrons-la de notre pont-aux-ânes: le «rapport» prolétariat/bourgeois.

Je dis « rapport » et non rapport, pour la raison que si le réel de la psychanalyse est l'impossibilité du sexuel comme rapport, le réel du marxisme s'énonce: « il n'y a pas de rapports de classe ».

Qu'est-ce que ça veut dire, qu'il n'y a pas de rapport de classe? Ça se dit, autrement: antagonisme.

L'antagonisme bourgeoisie/prolétariat désigne le rapport des classes comme impossible, cernant ainsi le réel du marxisme. Ce qui ne veut pas dire son objet, car l'objet du marxisme, nous l'avons dit et répété, n'est autre que son sujet, le sujet politique.

Le réel est ce que son sujet rencontre, comme son hasard, sa cause, et sa consistance. On reviendra sur ce triplet: hasard, cause, consistance. Pour le sujet dont le marxisme fait théorie, ce réel est l'antagonisme bourgeoisie/prolétariat comme rapport impossible dans le peuple. Le tour que prend ce non-rapport vaut pour toute politique marxiste, dans le registre du hasard (saisir l'occasion aux cheveux), de la cause (c'est de ce non-rapport que naît la politique comme telle, la politique de masse), et de la consistance (la maintenance de l'antagonisme fait le souffle durable du marxisme, ainsi que le principe d'unité de ses étapes).

Nous adoptons donc, telle quelle, la maxime de Lacan: le réel, c'est l'impossible? Oui, sans problème aucun. Le réel du marxisme, c'est la révolution. Que nomme la révolution? La seule forme d'existence historique du rapport de classe, de l'antagonisme, laquelle s'avère la destruction de ce qui n'était pas.

La révolution est l'existential de l'antagonisme. Elle est donc le nom de l'impossible propre du marxisme

Est-ce à dire que les révolutions n'existent pas? Tout au contraire! D'être réelles leur vaut précisément, d'exister, et c'est tout. Le statut marxiste des révolutions est l'avoir-lieu, réel d'où se prononce au présent un sujet politique. Rien n'a eu lieu que la révolution. C'est un événement impossible, comme tous les vrais événements, et dont en conséquence le marxisme assure la garantie subjective par la rétroaction de son concept.

« Commune de Paris », « Octobre 17 », « Révolution Culturelle », ne sont pas des configurations empiriques dont un quelconque historien « marxiste » proposerait le récit. Ce sont des concepts du marxisme, par quoi nous parvenons à penser le rapport du sujet politique au réel, c'est à dire à l'impossibilité existante des révolutions.

Ces concepts sont autrement cruciaux et fondateurs que ceux où l'on s'égare d'imaginer qu'ils sont pour Marx primitifs, comme « mode de production », « travail productif », et autre « plus-value ».

Car le marxisme, saisi ailleurs que dans son opération effective, laquelle est toute entière de politique dans les masses, ne vaut pas une heure de peine. Pas plus, du reste, que ne la vaudrait, cette heure, un freudisme réduit à la morne doctrine de la détermination sexuelle, accommodée à quelque thérapie du renforcement du Moi.

Ceux qui s'imaginent, en ces temps de programme commun de la gauche, que peut subsister quoi que ce soit du marxisme pour qui prétend économiser l'impossible révolution ceux-là sont bons pour le radio-crochet absolu des académies.

Le marxisme est le propos expérimenté de soutenir l'advenue subjective d'une politique. Quelle expérience? J'approuve la définition que Lacan donne de la praxis: « Qu'est-ce qu'une praxis? (...) C'est le terme le plus large pour désigner une action concertée par l'homme, quelle qu'elle soit, qui le met en mesure de traiter le réel par le symbolique » (S.11.11)

Le marxisme vise à changer le réel des révolutions par la prise symbolique dont il assure le sujet politique d'un tel réel - Sujet auquel, on le sait, il réserve le nom de « prolétariat », ce qui est ni plus approprié, ni moins, que le mot (douteux) d'inconscient.

C'est aussi là que le marxisme doit ordonner sa torsion.

« Bourgeoisie » et « prolétariat »: au regard d'une topologie d'où l'on puisse penser le couple extérieur/intérieur, quel est le site des deux termes?

L'économisme, qui aime les distinctions, pose l'extériorité: bourgeois, qui possède les moyens de production. Proletaire, qui en est séparé, et ne dispose que de sa force de travail, qu'il vend.

Voilà qui n'est pas faux !

La conséquence, on la connaît. Cette extériorité topologique se change en intériorité fonctionnelle. C'est la revanche du Lieu, nous avons vu cela à propos de Hegel. Si le prolétariat n'est que cette extériorité productive (exploitée), mieux vaut - avec Marx - le nommer « force de travail », ou même « capital variable ». Car il n'est rien d'autre qu'une pièce du Capital. Vous n'avez distingué que sous l'empire d'un empire ensemble structuré, où cette « distinction » n'est en vérité qu'une loi de composition, celle du cycle de la reproduction élargie. Ce que vous avez, c'est: Das Kapital. La classe ouvrière y est même le Capital par excellence, puisque seul principe actif de sa régénération. Vous pouvez supprimer les capitalistes, tout en maintenant la loi du capital. C'est ce que réalisent fort bien les fonctionnaires russes. Les ouvriers, en revanche, vous ne pouvez les soustraire à la configuration d'ensemble. D'où s'infère que leur distinction initiale d'avec la bourgeoisie, sur le strict plan de l'exploitation, de l'extorsion de plus-value, se ramène à ces énoncés d'inclusion: le monde bourgeois esplace la classe, le Capital est le Lieu du prolétariat.

Paradoxalement, pour en venir à ce que le prolétariat soit - ou puisse être - le horlieu de l'espace bourgeois, il faut d'abord penser l'intériorité de la bourgeoisie à la classe ouvrière.

C'est là que la vérité est en instance de torsion, quand la cohérence de l'économiste ne nous donnait que la répétition du Capital comme lieu-tout.

Le « prolétariat » s'indique au commencement comme une figure particulière de la bourgeoisie, la figure scindée de sa politique. Ce qui a commencé le marxisme n'a été rien d'autre que les insurrections ouvrières et populaires des années 1830-1850, elles-mêmes greffées sur le mouvement démocratique bourgeois en Europe. Un désordre d'exception. Tout comme la psychanalyse n'a commencé qu'à l'écoute de ce désordre singulier de la parole: l'hystérique fin-de-siècle. Le symptôme historique d'où débusquer le sujet se lit primitivement dans le désordre politique bourgeois. Qu'est-ce que ce désordre? La scission qu'opère dans le sujet son assignation à un ordre hétéronome. C'est l'expulsion, l'épuration, par la venue subjective prolétarienne, quel qu'en soit le degré de consistance, de l'infection intérieure qui, d'abord, la constitue.

Autant dire que c'est l'émergence d'organismes pratiques bizarres dans le champ, désormais confus, de la politique bourgeoise, qui est le par-être du prolétariat.

Qu'est-ce que le prolétariat? Tout ce qui est historiquement en train de guérir d'une maladie politique mortelle. C'est un corps survivant, né dans la pourriture. Jamais guéri, notez bien, toujours en train de guérir.

Symptôme de santé, lisible de partout ailleurs que du marxisme comme symptôme de maladie incurable, la politique du prolétariat est bien en exclusion interne à la politique bourgeoise, c'est à dire à son objet.

La bourgeoisie fait-elle Sujet? Je l'affirmais ici même, en avril 75. Contredisons-nous, c'est un truc du par-être. La bourgeoisie ne fait plus Sujet depuis longtemps, elle fait lieu.

Il n'y a qu'un sujet politique, pour une historisation donnée. Remarque majeure. On s'embrouille, à l'ignorer, dans une vision de la politique comme duel subjectif, ce qu'elle n'est pas. Il y a un Lieu, et un Sujet. La dissymétrie est de structure.

Le prolétariat existe partout où se fait un Horlieu politique. C'est donc en s'épurant qu'il existe. Il n'a pas d'antériorité à son organisation de survie politique. Ex-

pulser de la politique bourgeoise en comprimant l'organisme-support, ou faire exister la politique prolétarienne, c'est, en apparence, tout un.

Est-ce que cela permet de gager l'existence d'un sujet politique ? Non, nous ne convenons pas qu'y suffise la multiplicité des révoltes, le horlieu de pure subjectivation, la donnée éruptive de la concentration politique populaire.

La torsion est plus radicale. Ce n'est pas seulement comme lieu-hors-lieu d'expulsion de soi, politique hétéronome, que le prolétariat advient en sujet dans le monde. Dans la seule continuité d'épuration, on peut toujours le prendre pour une carte inaperçue de la bourgeoisie elle-même, un retour de sa compétence subjective, un chausse-trappe du Lieu: C'est à quoi nous éduque l'apparition en URSS d'une nouvelle bourgeoisie bureaucratique d'Etat.

La mesure du Sujet exige que la stricte logique du horlieu, régie, de façon toute mallarméenne, par la causalité du manque, s'exécède dans la destruction du Lieu.

Ce n'est pas une place vide, fût-ce celle du pouvoir, qui machine l'émergence, dans le désordre politique, du Su-

jet de son occupatiopn.

«Détruire dit-il»: c'est l'énoncé prolétarien nécessaire. Et prolongé. Cet énoncé barbare interdit d'imaginer le sujet politique dans la modalité structurale de l'héritage, de la transmission, de la corruption, du renversement. Mais aussi dans celle de la coupure purifiante, du monde cassé en deux.

La destruction est torsion. Interne au lieu, elle en ravage les places, dans une durée laborieuse.

De quelle intériorité relève ce qui n'existe qu'à détruire la règle de délimitation par quoi l'extérieur faisait bord ?

Et cependant, le prolétariat surgit bien à sa place.

Il faut ici produire une topologie de la destruction. Celle du manque (ou du trou) ne peut à elle seule combler la pensée des ruines.

Tout notre débat avec Lacan tient dans la division, par lui restreinte, du procès du manque d'avec celui de la destruction.

Manque et destruction: voilà qui nous focalise, d'autant plus que cette dialectique est transversale à celle, régissant tout le matérialisme, de l'algèbre et de la topologie.

ABONNEZ-VOUS

PRIX POUR 4 NUMÉROS (pli fermé): 40 F - soutien: 100 F et plus

Libeller les CCP ou chèques bancaires à: «Éditions Potemkine» écrire exclusivement à l'adresse suivante:

Le ML - BP 278 - 75 827 Paris Cedex 17

Imp. Spec. Supp ML 54 - ISBN: 2-902221-29-0